

Vu le Règlement (CEE) n° 3889/87 de la Commission du 22 décembre 1987 portant les modalités d'application des mesures spéciales pour certaines régions de culture de houblon, modifié en dernier lieu par le Règlement (CEE) n° 345/91 de la Commission du 13 février 1991;

Vu la Décision n° 88/606/CEE de la Commission du 23 novembre 1988 portant approbation du programme présenté par le Royaume de Belgique au titre du Règlement (CEE) n° 2997/87 du Conseil relatif à la reconversion vers d'autres variétés de houblon;

Vu les Décisions de la Commission n° 89/480/CEE du 24 juillet 1989, n° 91/94/CEE du 13 février 1991 et n° 92/149/CEE du 21 février 1992 portant approbation d'une modification du programme présenté;

Vu la Décision n° 93/251/CEE de la Commission du 20 avril 1993 portant approbation du programme complémentaire pour la reconversion vers d'autres variétés de houblon présenté par le Royaume de Belgique au titre du Règlement (CEE) n° 2992/87 du Conseil;

Vu la Décision n° 94/144/CE du 2 mars 1994 portant approbation d'une modification du programme complémentaire;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre sans retard des mesures aux fins de se conformer à la réglementation CE,

Arrête :

Article 1er. A l'article 6, § 1er, la dernière phrase est remplacée par : « Les travaux de reconversion doivent être exécutés avant le 31 décembre 1996 ».

Art. 2. A l'article 7, § 1er, la date du "31 décembre 1992" est remplacée par la date du "1er juillet 1995".

Art. 3. A l'article 5, § 2, dans le texte en Néerlandais, il convient de lire le montant de "60 058 F" au lieu de "60 082 F".

Art. 4. A l'article 7, § 1er, troisième tiret, sous 1., il convient de lire la mention "attestation de contrôle HF02" au lieu de "attestation de contrôle HF01".

Bruxelles, 21 juin 1995.

A. BOURGEOIS

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3889/87 van de Commissie van 22 december 1987 houdende uitvoeringsbepalingen van de bijzondere maatregelen voor bepaalde hopteeltgebieden, laatst gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 345/91 van de Commissie van 13 februari 1991;

Gelet op de Beschikking (EEG) nr. 88/606 van de Commissie van 23 november 1988 houdende goedkeuring van het door het Koninkrijk België op grond van Verordening (EEG) nr. 2997/87 van de Raad ingediende programma voor de omschakeling op andere hoprassen;

Gelet op de Beschikkingen van de Commissie nr. 89/480/EEG van 24 juli 1989, nr. 91/94/EEG van 13 februari 1991 en nr. 92/149/EEG van 21 februari 1992 houdende goedkeuring van een wijziging van het ingediende programma;

Gelet op de Beschikking nr. 93/251/EEG van de Commissie van 20 april 1993 houdende goedkeuring van het aanvullende programma voor de omschakeling op andere hoprassen, ingediend door het Koninkrijk België op grond van Verordening (EEG) nr. 2997/87 van de Raad;

Gelet op de Beschikking nr. 94/144/EG van 2 maart 1994 houdende goedkeuring van een wijziging van het aanvullende programma;

Gelet op het overleg met de Regionale Regeringen;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er onverwijld maatregelen moeten genomen worden teneinde zich te schikken naar de EG-reglementering,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 6, § 1, wordt de laatste zin vervangen door : « De omschakelingswerkzaamheden dienen uitgevoerd te worden voor "31 december 1996". »

Art. 2. In artikel 7, § 1, wordt de datum "31 december 1992" vervangen door de datum "1 juli 1995".

Art. 3. In artikel 5, § 2, dient in de Nederlandse tekst het bedrag van "60 082 F" gelezen te worden als "60 058 F".

Art. 4. In artikel 7, § 1, derde gedachtenstreep, onder 1., dient de vermelding "controlcattest HF01" gelezen te worden als "controlcattest HF02".

Brussel, 21 juni 1995.

A. BOURGEOIS

COUR D'ARBITRAGE

F. 95 - 2666

[C - 21355]

Arrêt n° 61/95 du 13 septembre 1995

Numéros du rôle : 757 et 758

En cause : les recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, introduits par l'a.s.b.l. Union wallonne des entreprises et par la s.c. FEDIEX et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L.P. Suetens, H. Boel, L. François, P. Martens, G. De Baets, E. Cereuxe, H. Coremans et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 août 1994 et parvenue au greffe le 25 août 1994, un recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, publié au *Moniteur belge* du 23 février 1994, a été introduit par l'a.s.b.l. Union wallonne des entreprises, en abrégé U.W.E., dont le siège social est établi avenue Gouverneur Bovesse 117, 5100 Jambes.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 757 du rôle.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 août 1994 et parvenue au greffe le 26 août 1994, un recours en annulation partielle du même décret a été introduit par :

- la s.c. Fédération des industries extractives et transformatrices de roches non combustibles, en abrégé FEDIEX, dont le siège social est établi rue du Trône 61, 1050 Bruxelles;

- la s.a. des Carrières et fours à chaux d'Aisemont, dont le siège social était établi rue de Boudjessie 1, 5070 Aisemont, actuellement s.a. Carmeuse, dont le siège social est établi rue du Château 13a, 5300 Seilles;

- la s.a. Compagnie des ciments belges, en abrégé C.C.B., dont le siège social est établi Grand-Route 260, 7530 Tournai;
 - la s.a. Carrières et fours à chaux Dumont-Wautier, dont le siège social est établi rue Charles Dubois 26, 1342 Ottignies-Louvain-la-Neuve;
 - la s.a. Gralex, dont le siège social est établi rue du Faubourg 35, 1430 Quenast.
- Cette affaire est inscrite sous le numéro 758 du rôle.

II. La procédure

Par ordonnances du 25 août 1994, le président en exercice a désigné les juges du siège dans chacune des deux affaires conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 14 septembre 1994, la Cour réunie en séance plénière a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 27 septembre 1994; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 30 septembre 1994.

Le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 14 novembre 1994.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 22 novembre 1994.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la partie requérante dans l'affaire portant le numéro 757 du rôle, par lettre recommandée à la poste le 22 décembre 1994;
- les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 758 du rôle, par lettre recommandée à la poste le même jour.

Par ordonnance du 24 janvier 1995, la Cour a complété le siège par le juge R. Henneuse, vu la mise à la retraite d'un juge d'expression française du siège.

Par ordonnances des 31 janvier 1995 et 4 juillet 1995, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 23 août 1995 et 23 février 1996 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 23 février 1995, le président M. Melchior a soumis les affaires à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du 16 mai 1995, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 15 juin 1995.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 17 mai 1995.

A l'audience publique du 15 juin 1995 :

- ont comparu :
 - Me J. Bourtembourg, avocat du barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;
 - Me N. Weinstock lors Me M. Verdussen, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Les dispositions en cause

Le décret attaqué modifie l'intitulé du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, qui s'appelle désormais « Décret sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ». Cette extension se répercute sur plusieurs dispositions du décret du 30 avril 1990. Les dispositions attaquées concernent les modifications suivantes :

« Art. 7. L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er. Les prises d'eau potabilisable sont soumises à redevances annuelles. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance et détermine les règles relatives à sa perception.

§ 2. Les autres prises d'eau souterraine sont soumises à une contribution de prélèvement dont le montant ne peut excéder le montant de la redevance.

Les catégories de prises d'eau et le taux de cette contribution de prélèvement sont fixés par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les règles relatives à la perception des contributions de prélèvement.

§ 3. Ne sont pas soumises à redevances visées au § 1er ou à une contribution de prélèvement visée au § 2, les prises d'eau souterraine suivantes :

- 1° les pompages effectués par les organismes de démergement dans le cadre de leur mission, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;
- 2° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois;
- 3° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;
- 4° les pompages destinés à protéger des biens à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;
- 5° les pompages géothermiques destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics.

Art. 8. L'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er. Les services rendus par la Région visent à assurer la gestion, la production, les mesures de prévention, la surveillance des eaux et en tout cas à garantir la pérennité de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible.

§ 2. Le produit des redevances visées à l'article 4, § 1er, est affecté exclusivement à un fonds pour la protection des eaux potabilisables créé à cette fin au budget général de la Région wallonne.

Les recettes du fonds sont utilisées au financement des moyens permettant d'atteindre l'objectif défini au § 1er du présent article :

- sur la base de programmes proposés par les producteurs d'eau potabilisable et approuvés par le Gouvernement;
- sur la base du programme défini par le Gouvernement.

§ 3. Le produit de la contribution de prélèvement visé à l'article 4, § 2, est affecté exclusivement à un fonds pour la protection des eaux souterraines créé à cette fin au budget général de la Région wallonne. Les recettes du fonds sont affectées au financement des moyens permettant de garantir la pérennité quantitative des eaux souterraines.

Ces moyens sont notamment :

- 1° les systèmes de surveillance des ressources en eau;
- 2° les prises d'échantillons et les analyses effectuées en vue d'assurer le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 3° le recensement des ressources aquifères de la Région et l'inventaire des prises d'eau existantes et des débits d'eau captée;
- 4° les dépenses en vue d'assurer la perception des recettes du fonds.

IV. En droit

A.

Quant à la recevabilité

Position des requérantes

A.1. L'a.s.b.l. Union wallonne des entreprises, en abrégé U.W.E., requérante dans l'affaire portant le numéro 757 du rôle, groupe les entreprises industrielles et non industrielles exerçant une activité en Wallonie. Elle a notamment pour objet social de défendre leurs intérêts économiques. Le décret attaqué est de nature à grever les charges d'exploitation des entreprises qui, effectuant certaines prises d'eau, sont, de ce fait, soumises à une redevance et à une contribution de prélèvement. Il porte donc atteinte aux intérêts économiques de ces entreprises.

A.2. Les quatre sociétés anonymes requérantes dans l'affaire portant le numéro 758 du rôle ainsi que la société coopérative FEDIEX, qui groupe des entreprises qui extraient ou transforment des roches non combustibles, pourraient être partiellement concernées par les dispositions attaquées, à savoir uniquement en ce qu'elles captent volontairement, pour l'utiliser, une certaine quantité d'eau d'exhaure d'origine souterraine, mais non en ce qu'elles sont amenées à évacuer de l'eau d'exhaure résultant d'afflux fortuits.

Position du Gouvernement wallon

A.3. Les recours ne portent sur les articles 4 et 5 du décret du 30 avril 1990, tels qu'ils sont modifiés par les articles 7 et 8 du décret attaqué, qu'en tant qu'ils régissent la contribution de prélèvement. Ils ne visent donc, dans les dispositions modifiées du décret du 30 avril 1990, que :

- l'article 4, § 2,
- à l'article 4, § 3, les termes « ou à une contribution de prélèvement visée au § 2 »,
- l'article 5, § 3.

A.4. Les parties requérantes ne démontrent ni n'offrent de démontrer que les dispositions qu'elles attaquent seraient susceptibles d'affecter défavorablement leur situation. Elles ne pourraient d'ailleurs le faire puisque le décret attaqué dispose que la contribution de prélèvement ne peut excéder le montant de la redevance et que, plus généralement, le décret du 23 décembre 1993 ne modifie pas défavorablement la situation à laquelle étaient soumises les parties requérantes sous l'empire du décret du 30 avril 1990.

Réponse des parties requérantes

A.5. L'U.W.E., partie requérante dans l'affaire portant le numéro 757 du rôle, ne limite pas son recours aux dispositions des articles 7 et 8 relatives à la contribution de prélèvement : elle met également en cause la redevance instaurée par ces dispositions.

A.6. Les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 758 du rôle ne voient pas d'objection - sous réserve de ce qui sera nécessaire à l'examen des moyens qu'elles développent - à ce que leur recours soit limité aux dispositions indiquées en A.3.

A.7. Contrairement à ce que soutient le Gouvernement wallon, sous l'empire du décret du 30 avril 1990, étaient seules soumises au paiement de la redevance les prises d'eau effectuées en vue de la distribution à la consommation. Ce décret ayant pour objet d'assurer la pérennité qualitative de l'eau souterraine, seuls les distributeurs pouvaient être atteints. Parmi les entreprises qui sont membres de l'U.W.E., certaines sont assujetties soit à la redevance soit à la contribution de prélèvement dès lors que leurs activités supposent ou nécessitent la prise d'eau, en vue soit de sa commercialisation, soit de son utilisation dans le cadre d'une activité industrielle.

A.8. A supposer même que, sous l'empire du décret du 30 avril 1990, tous les preneurs d'eau souterraine fussent tenus de payer la redevance, il n'empêche que, compte tenu de l'habilitation donnée par le décret attaqué au Gouvernement wallon, le régime de la contribution de prélèvement diffère de celui, prévu antérieurement, de la redevance. Le régime de la redevance est lui-même modifié : son taux doit désormais être fixé par le Gouvernement wallon, sans qu'un plafond soit prévu.

A.9. En toute hypothèse, même si le régime nouveau était plus favorable que l'ancien, la requérante aurait intérêt à son annulation puisqu'elle aboutirait non au rétablissement du régime antérieur, mais à l'absence de toute imposition et, le cas échéant, à l'application d'une réglementation nouvelle plus favorable.

A.10. Dans le recours portant le numéro 758 du rôle, il ressort de la réponse donnée par le Gouvernement wallon au second moyen que tant les captages volontaires d'eau d'exhaure que leur évacuation ou leur pompage en vue de prévenir des afflux fortuits ou d'y remédier seraient soumis à la contribution de prélèvement, alors que les requérantes avaient justifié leur intérêt à une annulation partielle en ce que seuls les captages volontaires à des fins d'utilisation seraient soumis à cette contribution.

A.11. Cette interprétation est contredite par les travaux préparatoires du décret du 30 avril 1990 et il ne paraît pas que le décret attaqué en ait étendu le champ d'application.

A.12. En toute hypothèse, les parties requérantes sont susceptibles d'être affectées par les dispositions attaquées, soit que le champ d'application du décret soit étendu, soit, dans le cas contraire, parce que la contribution de prélèvement est conçue non plus comme une redevance mais comme une mesure parafiscale, ce qui signifie qu'elle ne comporte plus la contrepartie d'un service immédiat et personnel. En outre, le taux de la contribution est laissé à la discrétion du Gouvernement wallon, tandis que celui de la redevance était fixé à trois francs par mètre cube d'eau captée. Enfin, l'intérêt des requérantes est justifié pour la même raison que celle qui est énoncée en A.9.

Quant au fond

Position des parties requérantes

Moyen unique du recours portant le numéro 757 du rôle et premier moyen du recours portant le numéro 758 du rôle

A.13. Les dispositions attaquées violent les articles 10, 11 et 170, § 2, de la Constitution en ce qu'elles « soumettent à une contribution de prélèvement les seuls producteurs d'eau souterraine autre que potabilisable; qu'(elles) soumettent à 'redevances annuelles' les prises d'eau potabilisable et à 'une contribution de prélèvement' les autres prises d'eau souterraine;

Que cette redevance et cette contribution revêtent les caractéristiques d'un impôt, et que le législateur décretaal habilite le Gouvernement à déterminer le montant de la redevance, les catégories de prises d'eau soumises à la contribution de prélèvement ainsi que le taux de cette contribution;

Alors que le principe d'égalité et de non-discrimination s'oppose à ce qu'une différence de traitement soit établie selon certaines catégories de personnes sans que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable; l'existence d'une telle justification devant s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure appliquée ainsi que (de) la nature des principes en cause;

Que l'on n'aperçoit pas les motifs qui justifieraient que seuls certains contribuables, les producteurs d'eau souterraine autre que potabilisable, soient soumis à un impôt, et non l'ensemble des contribuables, notamment les producteurs d'eau potabilisable et les consommateurs d'eau; »

Second moyen du recours portant le numéro 758 du rôle

A.14. S'il était considéré que la contribution de prélèvement trouve à s'appliquer tant aux captages volontaires qu'aux pompages d'eau résultant d'afflux fortuits, les dispositions attaquées violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution

« En ce que le décret attaqué soumet à la contribution de prélèvement les prises d'eau souterraines autres que potabilisables sans distinguer selon que la prise d'eau soit volontaire ou non. »

Position du Gouvernement wallon

Sur le moyen commun aux deux recours

A.15. La Cour ne peut connaître du moyen en ce qu'il est pris de la violation de l'article 170, § 2, de la Constitution, sauf à considérer que cette disposition n'est invoquée que comme élément d'appréciation du caractère proportionné ou non de la différenciation critiquée.

A.16. Les normes entreprises soumettent à des règles particulières « une contribution de prélèvement » les prises d'eau souterraine non potabilisable, afin de veiller à un respect plus scrupuleux de l'exigence de spécificité. La redevance est conçue comme une contrepartie aux moyens mis en oeuvre pour réaliser les objectifs définis à l'article 5, § 1er, du décret du 30 avril 1990. La contribution de prélèvement poursuit un autre objectif : la pérennité quantitative des eaux souterraines. Le législateur décretaal contribue à une meilleure spécialisation de la redevance, tenant ainsi compte de l'avis qu'avait donné le Conseil d'Etat sur le décret du 30 avril 1990 en projet, selon lequel la redevance, faute d'être la contrepartie d'un service fourni au redevable, était un impôt.

Il s'ensuit que seule se justifie la comparaison entre les prises d'eau potabilisable et les prises d'eau souterraine non potabilisable.

La comparaison ne doit d'ailleurs se faire qu'en tant que les deux catégories de prises d'eau sont l'objet de charges financières produisant des recettes qui n'ont pas la même destination.

A.17. La définition de l'eau potabilisable, donnée à l'article 1er, 1^{er}, du décret du 30 avril 1990, révèle que la différence de traitement est fondée sur un critère manifestement objectif.

A.18. Cette différence est pertinente, le critère retenu étant tiré directement du but poursuivi, à savoir une spécialisation plus adéquate des charges financières.

A.19. Enfin, il ne pourrait être déduit que les normes attaquées seraient disproportionnées de ce que le taux et l'assiette de la contribution de prélèvement et de la redevance doivent être fixés par le Gouvernement wallon, ce qui serait contraire à l'article 170, § 2, de la Constitution. L'argument manque en droit : le prélèvement parafiscal n'est ni une redevance ni un impôt. Il ne contribue pas à la couverture des dépenses générales et il n'est pas le prix d'un service rendu. Il ne tombe pas dans le champ d'application de l'article 170, § 2, de la Constitution.

Sur le second moyen du recours portant le numéro 758 du rôle

A.20. Une prise d'eau potabilisable se définit comme une « opération de prélèvement d'eau (potabilisable) y compris l'épuisement d'afflux fortuits » (article 1er, 5^e, du décret du 30 avril 1990, modifié par celui du 23 décembre 1993). Il ne serait pas raisonnablement justifié de traiter différemment le captage d'eau d'exhaure que les sociétés requérantes déversent ensuite en eau de surface, éventuellement après décantation. En effet, la parafiscalité, qui procède d'une préoccupation de solidarité, exclut toute idée de contrepartie systématique et n'a pas égard au caractère utile ou non du prélèvement d'eau, dès lors qu'il réduit la quantité d'eau souterraine. Si le législateur décretaal n'avait pas soumis à la contribution les prélèvements d'eau provenant d'afflux fortuits, il aurait créé une discrimination à l'égard des exploitants d'eau potabilisable, qui auraient été seuls à supporter les conséquences financières de préjudices causés également par les exploitants d'eau non potabilisable.

En toute hypothèse, si le moyen était accueilli, il ne pourrait entraîner qu'une annulation partielle.

Reponse des parties requérantes

Sur le moyen commun aux deux recours

Quant à la contribution de prélèvement

A.21. La thèse selon laquelle la contribution de prélèvement serait une mesure parafiscale qui ne serait pas régie par l'article 173 et qui échapperait à l'article 170 de la Constitution ne peut être retenue. Même si le produit d'une telle mesure, qui n'est pas une redevance, est affecté à un fonds budgétaire particulier, elle ne cesse pas pour autant d'être un impôt (voy. l'arrêt n° 32/91 de la Cour).

A.22. Tant en 1990 qu'en 1993, le législateur décreta à ce pour objectif, en complément des mesures destinées à lutter contre la pollution de l'eau, d'adopter une série de mesures préventives visant à assurer la pérennité, dans un premier temps sur le plan qualitatif, dans un second temps, sur le plan quantitatif, des ressources en eau en Région wallonne. Par analogie avec les taxes sur le déversement des eaux industrielles et domestiques qui appliquent le principe du « pollueur-payeur », les dispositions des décrets de 1990 et 1993 font application du principe de « profiteuse-payeur » en soumettant à une redevance ou à une contribution les consommateurs d'eau qui tirent profit de cette richesse et contribuent à sa diminution.

A.23. Les dispositions attaquées établissent une discrimination entre, d'une part, les preneurs d'eau souterraine non potabilisable et, d'autre part, les preneurs d'eau souterraine potabilisable, les preneurs d'eau de surface et les consommateurs d'eau privés, en ce que seuls les premiers sont redevables de la contribution de prélèvement. Compte tenu du but du législateur, décrit en A.24, cette différence de traitement n'est pas justifiée par des motifs objectifs et raisonnables.

A.24. On ne peut assimiler la redevance et la contribution, qui se différencient non seulement par leur affectation mais aussi par leur nature. Or, les preneurs d'eau souterraine non potabilisable et les consommateurs d'eau privés sont des catégories comparables en ce qu'ils profitent de l'eau et en réduisent les ressources.

A.25. La distinction entre les preneurs d'eau souterraine non potabilisable et les preneurs d'eau potabilisable, de surface ou souterraine, n'est pas justifiée par l'affectation particulière de la contribution et de la redevance. En outre, la circonstance que les prises d'eau souterraine ou de surface potabilisable donnent lieu au paiement d'une redevance ne peut justifier qu'elles échappent au paiement d'un impôt.

A.26. Des lors que la contribution de prélèvement constitue un impôt, c'est au législateur décreta qu'il appartenait d'en fixer le taux et de déterminer les catégories de prises d'eau qui y sont soumises. L'habilitation donnée au Gouvernement wallon viole l'article 170, § 2, de la Constitution. La règle de l'égalité ne pouvant être respectée si le législateur ne fixe pas lui-même les différents éléments de l'impôt, la distinction critiquée est disproportionnée et méconnaît les articles 10 et 11 de la Constitution.

Quant à la redevance

A.27. Déjà à propos de la redevance instaurée par le décret du 30 avril 1990, la section de législation du Conseil d'Etat avait fait observer qu'elle ne présentait pas les caractères immédiat, proportionnel et spécifique qui sont le propre de la redevance. Il en est de même de la redevance instaurée par le décret attaqué, la situation étant encore aggravée par l'habilitation donnée au Gouvernement wallon, qui accentue l'absence des trois caractéristiques précitées. Cette redevance doit donc être considérée comme un impôt.

A.28. Il n'est pas justifié que seules les prises d'eau potabilisable soient soumises à un impôt, alors que tant les preneurs d'eau de surface non potabilisable que les consommateurs privés utilisent et diminuent les ressources en eau.

A.29. Pour les motifs exposés en A.28, la mesure est disproportionnée et viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

- B -

Quant à la recevabilité

B.1. L'Union wallonne des entreprises, requérante dans l'affaire portant le numéro 757 du rôle, a notamment pour objet social de défendre les intérêts économiques des entreprises industrielles exerçant une activité en Wallonie. La société coopérative « FEDIFEX », première requérante dans l'affaire portant le numéro 758 du rôle, a notamment pour objet social de défendre les intérêts économiques des entreprises dont l'activité consiste en l'extraction et/ou la transformation de roches non combustibles. Ces deux requérantes justifient d'un intérêt à l'annulation des articles 7 et 8 du décret attaqué qui soumettent certaines prises d'eau effectuées en Région wallonne tantôt à une redevance tantôt à une contribution de prélèvement.

B.2. Les autres requérantes justifient de leur intérêt à l'annulation des mêmes articles en tant qu'ils règlent la contribution de prélèvement qui grève les prises d'eau souterraine non potabilisable.

Les termes du décret du 23 décembre 1993 ne permettent pas d'exclure de son champ d'application les prélèvements d'eaux provenant d'afflux fortuits. Au contraire, l'article 1er, 5°, du décret du 30 avril 1990, tel qu'il est modifié par l'article 3 du décret attaqué, les inclut explicitement dans la notion de « prise d'eau » et ils ne figurent pas à l'article 7, § 3, qui énumère les pompages qui échappent à la redevance et à la contribution de prélèvement.

Ces parties requérantes justifient donc d'un intérêt à leur recours, tant en ce qu'elles procèdent à des prélèvements volontaires qu'en ce qu'elles sont amenées à évacuer l'eau d'exhaure résultant d'afflux fortuits.

Quant au fond

Quant au moyen unique du recours portant le numéro 757 du rôle et au premier moyen du recours portant le numéro 758 du rôle

B.3. En sa première branche, le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les dispositions attaquées soumettent à une contribution de prélèvement les seuls « producteurs d'eau souterraine autre que potabilisable ».

B.4. Le décret du 30 avril 1990 soumettait à une redevance annuelle de trois francs par mètre cube d'eau captée toute « prise d'eau potabilisable », et il visait, aux termes de son article 1er, 1° :

« a) toute eau souterraine qui, naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique, donne une eau qui peut être bue sans danger pour la santé;

b) toute eau de surface ordinaire classée dans une zone de protection d'eau potabilisable établie en vertu de l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de ses arrêtés d'application ».

B.5. L'article 3 du décret attaqué du 23 décembre 1993 définit l'eau potabilisable comme étant « toute eau souterraine ou de surface qui naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique est destinée à être distribuée pour être bue sans danger pour la santé ».

B.6. Sont désormais soumises à la redevance, non plus les eaux susceptibles d'être distribuées mais celles qui sont destinées à l'être. Les eaux qui échappent à cette définition sont quant à elles soumises non plus à une redevance mais à une contribution de prélèvement. Le décret attaqué distingue ainsi deux catégories d'eau soumises à des charges différentes tandis que le décret du 30 avril 1990 les soumettait indifféremment à la même redevance de trois francs par mètre cube.

B.7. Le législateur décretaal a réglé différemment l'affectation du produit des deux mesures : le produit de la redevance est affecté à un fonds pour la protection des eaux potabilisables dont les recettes serviront à financer les services rendus par la Région afin de garantir la pérennité de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible (article 5, §§ 1er et 2 nouveaux). Le produit de la contribution de prélèvement est affecté à un fonds pour la protection des eaux souterraines dont les recettes serviront à financer des moyens permettant de garantir la pérennité quantitative des eaux souterraines (article 5, § 3, nouveau).

B.8. La distinction introduite par le décret attaqué repose sur un critère objectif en ce qu'elle réserve un traitement particulier aux eaux potabilisables, souterraines ou de surface, différent de celui qui s'applique aux eaux souterraines non potabilisables. Il n'est pas déraisonnable de consacrer la redevance qui frappe les premières à des mesures visant à garantir leur qualité et leur quantité tandis que la contribution qui frappe les secondes servira à garantir le maintien de leur quantité. Quant à leur montant, aucune disposition du décret ne permet de présumer que l'une serait disproportionnée par rapport à l'autre. Par ailleurs, l'article 4, § 2, alinéa 1er, précise que le montant de la contribution ne peut excéder celui de la redevance.

En ce qu'il dénonce une discrimination entre les preneurs d'eau souterraine non potabilisable et les preneurs d'eau potabilisable, le moyen n'est pas fondé.

B.9. Les parties requérantes soutiennent aussi que les dispositions attaquées traiteraient différemment, sans justification raisonnable, deux catégories de contribuables : d'une part, les preneurs d'eau souterraine non potabilisable; d'autre part, les preneurs d'eau souterraine potabilisable, les preneurs d'eau de surface et les consommateurs d'eau privés.

B.10.1. A l'exception des consommateurs d'eau privés, les contribuables de chacune des catégories précitées sont redevables de l'une ou de l'autre des deux charges prévues par le décret attaqué. Si les uns doivent payer une redevance, les autres une contribution de prélèvement, cette différence est justifiée pour les motifs exprimés au B.8.

B.10.2. Quant aux consommateurs d'eau privés, ils n'effectuent eux-mêmes aucune prise d'eau, au sens de l'article 1er, 5°, du décret attaqué. Par ailleurs, s'il est vrai qu'ils consomment de l'eau et contribuent ainsi à en appauvrir les réserves, ils paient, pour acheter cette eau, un prix dans lequel sont normalement répercutées les charges supportées par les distributeurs d'eau. Il y a donc, entre les consommateurs d'eau et les preneurs d'eau souterraine non potabilisable, des différences objectives justifiant que les premiers échappent aux charges auxquelles sont soumis les seconds.

B.11. Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.12. En sa deuxième branche le moyen est pris de ce que, tant en ce qui concerne la « redevance » que la « contribution de prélèvement », l'habilitation qui permet au Gouvernement wallon d'en fixer le taux et de déterminer les prises d'eau qui en sont grevées, prévue à l'article 4, §§ 1er et 2, nouveau, du décret du 30 avril 1990, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 170, § 2, de celle-ci.

B.13. Ni la « redevance » visée à l'article 4, § 1er, ni la « contribution de prélèvement » visée au paragraphe 2 de cette disposition ne constituent le paiement d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément. Elles ne sont pas une rétribution, mais un impôt au sens de l'article 170, § 2, de la Constitution. Le fait que le produit de ces prélèvements soit affecté à des fonds créés au sein du budget de la Région wallonne en vue de la réalisation des objectifs décrits dans le décret ne permet pas de donner à ces prélèvements la qualité d'impôt.

B.14. De ce qui précède, il résulte que les personnes assujetties à la « redevance » et à la « contribution de prélèvement » sont soumises à une imposition dont la détermination de la base imposable et le montant relèvent, aux termes du décret, de la compétence du Gouvernement wallon, alors que les autres contribuables sont soumises à des impôts dont le montant et la base imposable sont déterminés par le législateur.

Il existe donc entre les parties requérantes et les autres contribuables une différence de traitement en ce qui concerne l'autorité habilitée à déterminer la base imposable et le montant de l'impôt.

Une telle différence de traitement n'est pas susceptible de trouver une justification, compte tenu de l'article 170 de la Constitution, puisque cette disposition garantit, sans exception, à tout citoyen qu'il ne sera pas soumis à un impôt sans que celui-ci ait été décidé par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

B.15. Le moyen, en sa deuxième branche, est fondé.

Il convient donc d'annuler, dans la deuxième phrase du paragraphe 1er, les mots « fixe le montant de la redevance et », ainsi que la première phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 2 du nouvel article 4 inséré dans le décret de la Région wallonne du 30 avril 1990 par l'article 7 du décret entrepris du 23 décembre 1993.

Quant au second moyen du recours portant le numéro 758 du rôle

B.16. Les dispositions attaquées soumettent à la redevance ou à la contribution de prélèvement toutes les prises d'eau (article 4, §§ 1er et 2), c'est-à-dire toute « opération de prélèvement d'eau y compris l'épuisement d'afflux fortuits » (article 1er, 5°). L'objectif du décret étant de protéger la qualité et la quantité des eaux disponibles, le législateur pouvait, sans méconnaître le principe d'égalité, faire de la prise d'eau la cause de la déduction de la redevance et de la contribution de prélèvement, sans distinguer si l'eau fait l'objet d'une appropriation définitive ou provisoire. Il pouvait également, sans créer de privilège injustifié, exonérer de toute charge certains pompages (article 4, § 3) parce qu'ils poursuivent un but d'intérêt général (1°), qu'ils sont de courte durée (2°), qu'ils sont temporaires et sont l'accessoire de travaux de génie civil (3°), qu'ils sont destinés à protéger des biens (4°) ou parce qu'il s'agit de pompages géothermiques destinés au chauffage de certains bâtiments (5°).

B.17. Le grief des parties requérantes revient à dire que devraient également être exonérés les pompages effectués par des exploitants de carrière, qui évacuent, sans l'utiliser, l'eau d'exhaure qu'ils ont captée.

B.18. Les exonérations accordées par le décret concernent des pompages qui se distinguent d'autres prises d'eau en ce qu'ils sont d'une durée limitée, tantôt effectués à des fins d'intérêt général, tantôt destinés à un usage - le chauffage - que le législateur décretaal a jugé opportun de favoriser.

L'exonération des pompages effectués par un organisme de démergement est toutefois refusée quand celui-ci vend ou distribue l'eau qu'il a captée (article 4, § 3, 1°, *in fine*) et les pompages destinés à protéger des biens cessent d'être exonérés lorsqu'ils sont effectués à des fins industrielles ou lucratives.

B.19. Même s'ils n'ont pas pour but de vendre ou de distribuer l'eau captée, les pompages effectués par les carrières participent d'une activité industrielle et réduisent la quantité d'eau souterraine. Ils ne correspondent pas aux critères qui justifient les exonérations mentionnées à l'article 4, § 3. Par ailleurs, le produit de la contribution de prélèvement doit permettre à la Région wallonne de garantir la « pérennité quantitative des eaux souterraines ».

(surveillance, analyse, recensement) et les mesures qui seront prises à cet effet concernent toutes les eaux quelles qu'elles soient, en ce compris les eaux d'exhaure. L'impôt répond ainsi au souci légitime de préserver au maximum la masse totale de la réserve d'eau.

B.20. Il n'apparaît pas qu'en s'abstenant d'accorder aux exploitants de carrière une exonération qu'il réserve à d'autres types d'activités, le législateur décretaal ait violé le principe d'égalité.

B.21. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,
la Cour

annule, dans l'article 4 du décret de la Région wallonne du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, article remplacé par l'article 7 du décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 :

- dans le paragraphe 1er, les mots : « fixe le montant de la redevance et »;
- dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots : « Les catégories de prises d'eau et le taux de cette contribution de prélèvement sont fixés par le Gouvernement »;

rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 septembre 1995.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 95 - 2666

[C - 21355]

Arrest nr. 64/95 van 13 september 1995

Rolnummers 757 en 758

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 23 december 1993 tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, ingesteld door de v.z.w. Union wallonne des entreprises en door de c.v. FEDIEX en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Crieve, en de rechters L.P. Suetens, H. Boel, L. François, P. Martens, G. De Baets, E. Cereche, H. Coremans en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 augustus 1994 ter post aangezekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 augustus 1994, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging, ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 23 december 1993 tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 februari 1994, door de v.z.w. Union wallonne des entreprises, afgekort U.W.E., met maatschappelijke zetel te 5100 Jambes, avenue Gouverneur Bovesse 117.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 757 van de rol.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 augustus 1994 ter post aangezekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 augustus 1994, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging van hetzelfde decreet ingesteld door :

- de c.v. Verbond van ontginnings- en veredelingsbedrijven van onbrandbare gesteenten, afgekort FEDIEX, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Troonstraat 61;
- de n.v. Carrières et fours à chaux d'Aisemont, destijds met maatschappelijke zetel te 5070 Aisemont, rue de Boudjesse 1, thans de n.v. Carmeuse, met maatschappelijke zetel te 5300 Seilles, rue du Château 13a;
- de n.v. Compagnie des ciments belges, afgekort C.C.B., met maatschappelijke zetel te 7330 Doornik, Grand-Route 260;
- de n.v. Carrières et fours à chaux Dumont-Wautier, met maatschappelijke zetel te 1342 Oltignies-Louvain-la-Neuve, rue Charles Dubois 26;
- de n.v. Gralex, met maatschappelijke zetel te 1430 Quenast, rue du Faubourg 35.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 758 van de rol.

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 25 augustus 1994 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel in ieder van beide zaken aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 14 september 1994 heeft het Hof in voltallige zitting de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 27 september 1994 ter post aangezekende brieven; van de beschikking tot samenvoeging is kennisgegeven bij dezelfde brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 september 1994.

De Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, heeft een memorie ingediend bij op 14 november 1994 ter post aangezekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 november 1994 ter post aangezekende brief.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partij in de zaak met rolnummer 757, bij op 22 december 1994 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 758, bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 24 januari 1995 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter R. Henneuse, gelet op de inruststelling van een Franstalige rechter van de zetel.

Bij beschikkingen van 31 januari 1995 en 4 juli 1995, heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, respectievelijk verlengd tot 23 augustus 1995 en 23 februari 1996.

Bij beschikking van 23 februari 1995 heeft voorzitter M. Melchior de zaken voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van 16 mei 1995 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 15 juni 1995.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 17 mei 1995 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 15 juni 1995 :

- zijn verschenen :

- Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;
- Mr. N. Weinstock, loco Mr. M. Verdussen, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. De in het geding zijnde bepalingen

Het aangevochten decreet wijzigt het opschrift van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, dat voortaan heet « Decreet op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water ». Die uitbreiding heeft een weerslag op verschillende bepalingen van het decreet van 30 april 1990. De aangevochten bepalingen betreffen de volgende wijzigingen :

- Art. 7. Artikel 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. Winningen van tot drinkwater verwerkbaar water worden onderworpen aan jaarlijkse heffingen. De Regering stelt het bedrag van de heffing vast en bepaalt de regels voor haar inning.

§ 2. De andere grondwaterwinnings worden onderworpen aan een winningsbelasting waarvan het bedrag dat van de heffing niet mag overschrijden.

De waterwinningscategorien en het percentage van die winningsbelasting worden door de Regering vastgesteld. De Regering bepaalt de regels voor de inning van de winningsbelastingen.

(Lees : § 3) De volgende grondwaterwinnings zijn niet onderworpen aan de in § 1 bedoelde heffingen of aan de in § 2 bedoelde winningsbelastingen :

- 1° pompingen verricht door ontwateringsinstellingen in het kader van hun opdracht, met uitzondering van de door hen gekochte (lees : verkochte) of geleverde hoeveelheden water;
- 2° proefpompingen met een maximumduur van twee jaar;
- 3° tijdelijke pompingen verricht ter gelegenheid van werken van openbare of private burgerlijke bouwkunde;
- 4° pompingen met het oog op de bescherming van goederen, met uitzondering van pompingen verricht voor industriële of winstgevendende doeleinden;
- 5° de geothermische pompingen bestemd voor het collectief opwarmen van woningen of openbare gebouwen.

Art. 8. Artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. De door het Gewest verleende diensten beogen het beheer, de productie, de voorkomingsmaatregelen, het watertoezicht en in ieder geval de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het beschikbare tot drinkwater verwerkbaar water.

§ 2. De opbrengst van de in artikel 4, § 1, bedoelde heffingen is uitsluitend bestemd voor een daartoe in de algemene begroting van het Waalse Gewest opgericht fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water.

De ontvangsten van het fonds worden aangewend voor de financiering van de middelen die het in § 1 van dit artikel bepaalde doel zullen helpen bereiken :

- op basis van de door de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water voorgestelde en door de Regering goedgekeurde programma's;
- op basis van het door de Regering bepaalde programma.

§ 3. De opbrengst van de in artikel 4, § 2, bedoelde winningsbelasting is uitsluitend bestemd voor een daartoe in de algemene begroting van het Waalse Gewest opgericht fonds voor de bescherming van grondwater. De ontvangsten van het fonds worden aangewend voor de financiering van de middelen die de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater zullen helpen waarborgen.

Die middelen zijn met name :

- 1° de toezichtssystemen van de waterreserves;
- 2° de monsternemingen en analyses verricht om te zorgen voor de inachtneming van de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- 3° een telling van de grondwaterreserves van het Waalse Gewest;
- 4° de uitgaven i.v.m. de inning van de ontvangsten van het fonds.

IV. In rechte

- A -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

Standpunt van de verzoekende partijen

A.1. De v.z.w. Union wallonne des entreprises, afgekort U.W.E., verzoekende partij in de zaak met rolnummer 757, groepeert de industriële en niet-industriële ondernemingen die in Wallonië werkzaam zijn. Zij heeft onder meer als maatschappelijk doel hun economische belangen te verdedigen. Het aangevochten decreet is van die

aard dat het de exploitatiekosten verzwaaert van de ondernemingen die bepaalde waterwinningen verrichten en daardoor zijn onderworpen aan een heffing en een winningsbelasting. Het decreet doet dus afbreuk aan de economische belangen van die ondernemingen.

A.2. De vier verzoekende naamloze vennootschappen in de zaak met rolnummer 758, alsmede de coöperatieve vennootschap FEDIEX, die de ondernemingen groepeeren die onbrandbare gesteenten ontginnen of verwerken, zouden gedeeltelijk onder de toepassing van de aangevochten bepalingen kunnen vallen, namelijk enkel doordat zij vrijwillig een bepaalde hoeveelheid ondergronds groeewater opvangen om het te gebruiken, maar niet doordat zij groeewater afkomstig van toevallige toestromingen dienen te evacueren.

Standpunt van de Waalse Regering

A.3. De beroepen hebben betrekking op de artikelen 4 en 5 van het decreet van 30 april 1990, zoals ze zijn gewijzigd bij de artikelen 7 en 8 van het aangevochten decreet, enkel in zoverre zij de winningsbelasting regelen. In de gewijzigde bepalingen van het decreet van 30 april 1990 beogen zij dus enkel:

- artikel 4, § 2,
- in artikel 4, § 3, de woorden « of aan de in § 2 bedoelde winningsbelastingen »,
- artikel 5, § 3.

A.4. De verzoekende partijen tonen niet aan, en bieden evenmin aan te bewijzen dat de bepalingen die zij aanvechten hun situatie ongunstig zouden kunnen raken. Zij zouden het trouwens ook niet kunnen vermits het aangevochten decreet bepaalt dat de winningsbelasting het bedrag van de heffing niet mag overschrijden en vermits, meer algemeen, het decreet van 23 december 1993 de situatie waaraan de verzoekende partijen onder de gelding van het decreet van 30 april 1990 waren onderworpen, niet in ongunstige zin wijzigt.

Antwoord van de verzoekende partijen

A.5. De U.W.E., verzoekende partij in de zaak met rolnummer 757, beperkt haar beroep niet tot de bepalingen van de artikelen 7 en 8 betreffende de winningsbelasting: zij brengt ook de door die bepalingen ingestelde heffing in het geding.

A.6. De verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 758 zien er geen bezwaar in dat hun beroep wordt beperkt tot de in A.3 vermelde bepalingen, onder het voorbehoud van wat noodzakelijk zal zijn voor het onderzoek van de middelen die zij uiteenzetten.

A.7. In tegenstelling met wat de Waalse Regering beweert, waren, onder de gelding van het decreet van 30 april 1990, enkel de waterwinningen met het oog op de distributie voor de consumptie aan de betaling van de heffing onderworpen. Aangezien dat decreet tot doel had de kwalitatieve duurzaamheid van het grondwater te verzekeren, konden enkel de distributeurs worden geraakt. Onder de ondernemingen die lid zijn van de U.W.E., zijn sommige onderworpen hetzij aan de heffing hetzij aan de winningsbelasting, aangezien hun werkzaamheden waterwinning veronderstellen of noodzakelijk maken, hetzij met het oog op de verkoop ervan, hetzij met het oog op het gebruik ervan in het kader van een industriële activiteit.

A.8. Zelfs in de veronderstelling dat onder de gelding van het decreet van 30 april 1990 al degenen die ondergronds water winnen, waren gehouden de heffing te betalen, neemt zulks niet weg dat, rekening houdend met de machting die bij het aangevochten decreet aan de Waalse Regering is gegeven, het stelsel van de winningsbelasting, verschillend van het vroeger voorgeschreven stelsel van de heffing, is zelf gewijzigd. Het bedrag, het bedrag, ervan moet voortaan door de Waalse Regering worden vastgesteld, zonder dat wordt voorzien in een maximum.

A.9. Hoe dan ook, zelfs indien het nieuwe stelsel gunstiger zou zijn dan het oude, dan nog zou de verzoekende partij belang hebben bij de vernietiging ervan vermits ze zou leiden, niet tot het herstel van de vroegere regeling, maar tot de ontstentenis van elke belasting en eventueel tot de toepassing van een nieuwe, gunstigere reglementering.

A.10. In het beroep met rolnummer 758 blijkt uit het antwoord van de Waalse Regering op het tweede middel dat zowel het vrijwillig opvangen van groeewater als de evacuatie of het wegpompen ervan om toevallige toestromingen te vermijden of te verhelpen, aan de winningsheffing zouden zijn onderworpen, terwijl de verzoekende partijen hun belang bij een gedeeltelijke vernietiging hadden verantwoord op grond van het feit dat enkel het vrijwillig opvangen voor gebruiksdoelinden aan die belasting zou zijn onderworpen.

A.11. Die interpretatie wordt tegengesproken door de parlementaire voorbereiding van het decreet van 30 april 1990 en het ziet er niet naar uit dat het aangevochten decreet de toepassingsfeer ervan heeft uitgebreid.

A.12. De verzoekende partijen kunnen hoe dan ook door de aangevochten bepalingen worden geraakt, hetzij omdat de toepassingsfeer van het decreet wordt uitgebreid, hetzij, in het tegenovergestelde geval, omdat de winningsbelasting wordt opgevat niet als een heffing maar als een parafiscale maatregel, wat betekent dat zij niet meer de tegenprestatie van een onmiddellijke en persoonlijke dienst omvat. Bovendien wordt het bedrag van de belasting aan de discretie van de Waalse Regering overgelaten, terwijl dat van de heffing was vastgesteld op drie frank per kubieke meter opgevangen water. Tot slot wordt het belang van de verzoekende partijen verantwoord door dezelfde redenen als die welke in A.9 is vermeld.

Ten gronde

Standpunt van de verzoekende partijen

Enig middel van het beroep met rolnummer 757 en eerste middel van het beroep met rolnummer 758

A.13. De aangevochten bepalingen schenden de artikelen 10, 11 en 170, § 2, van de Grondwet doordat zij

« enkel de producenten van ander grondwater dan tot drinkwater verwerkbaar water aan een winningsbelasting (onderwerpen), doordat (zij) de winning van tot drinkwater verwerkbaar water (onderwerpen) aan ' jaarlijkse heffingen ' en de andere grondwaterwinningen aan een ' winningsbelasting ';

Doordat die heffing en die winningsbelasting het karakter van een belasting hebben en de decreetgever de Regering machtigt het bedrag van de heffing, de aan de winningsbelasting onderworpen waterwinningscategorieën alsmede het percentage van die belasting te bepalen;

Terwijl het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie zich ertegen verzet dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, zonder dat het onderscheidingscriterium objectief en in redelijkheid kan worden verantwoord; het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de toegepaste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen;

Terwijl men niet de redenen ziet die zouden verantwoorden dat enkel bepaalde belastingplichtigen, de producenten van ander grondwater dan tot drinkwater verwerkbaar water, aan een belasting worden onderworpen, en niet alle belastingplichtigen, met name de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water en de verbruikers van water; »

Tweede middel van het beroep met rolnummer 758

A.14. Mocht men ervan uitgaan dat de winningsbelasting zowel op het vrijwillig opvangen als op het pompen van water afkomstig van toevallige toestromingen toepassing vindt, dan zouden de aangevochten bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden

« Doordat het aangevochten decreet het winnen van ander grondwater dan tot drinkwater verwerkbaar water aan een winningsbelasting onderwerpt zonder onderscheid te maken naargelang het opvangen al dan niet vrijwillig gebeurt. »

*Standpunt van de Waalse Regering**Over het middel dat gemeenschappelijk is aan beide beroepen*

A.15. Het Hof kan geen kennis nemen van het middel dat is afgeleid uit de schending van artikel 170, § 2, van de Grondwet, tenzij ervan wordt uitgegaan dat die bepaling slechts wordt aangevoerd als een element voor de beoordeling van het al dan niet evenredig karakter van het bekritiseerde onderscheid.

A.16. De aangevochten normen onderwerpen de winning van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater aan bijzondere regels - een winningsbelasting -, ten einde te waken over een meer nauwge et naleven van de vereiste van specialiteit. De heffing is opgevat als een tegenprestatie voor de middelen die worden aangewend om de in artikel 5, § 1, van het decreet van 30 april 1990 bepaalde doelstellingen te verwezenlijken. De winningsbelasting streeft een ander doel na : de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater. De decreetgever draagt bij tot een betere specialisering van de heffing, aldus rekening houdend met het advies dat de Raad van State had gegeven over het ontwerp van decreet van 30 april 1990, volgens hetwelk de heffing een belasting was, aangezien zij niet de tegenprestatie was van een aan de heffingsplichtige geleverde dienst.

Daaruit volgt dat enkel de vergelijking tussen het winnen van tot drinkwater verwerkbaar water en het winnen van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater verantwoord is.

De vergelijking dient trouwers slechts te worden gemaakt in zoverre aan de twee categorieën van waterwinning financiële lasten worden opgelegd die ontvangsten voortbrengen welke niet dezelfde bestemming hebben.

A.17. Uit de in artikel 1, 1°, van het decreet van 30 april 1990 gegeven definitie van tot drinkwater verwerkbaar water blijkt dat het verschil in behandeling op een kennelijk objectief criterium berust.

A.18. Dat verschil is pertinent aangezien het in aanmerking genomen criterium rechtstreeks is afgeleid uit het nagestreefde doel, namelijk een meer adequate specialisatie van de financiële lasten.

A.19. Tot slot kan niet worden afgeleid dat de aangevochten normen onevenredig zouden zijn doordat het tarief en de grondslag van de winningsbelasting en de heffing door de Waalse Regering moeten worden vastgesteld, wat in strijd zou zijn met artikel 170, § 2, van de Grondwet. Het argument faalt in rechte : de parafiscale inning is geen heffing, en geen belasting. Zij draagt niet bij tot het dekken van de algemene uitgaven en is niet de prijs voor een geleverde dienst. Zij valt niet binnen de toepassingsfeer van artikel 170, § 2, van de Grondwet.

Over het tweede middel van het beroep met rolnummer 758

A.20. Een waterwinning wordt gedefinieerd als een « verrichting die bestaat in het winnen van (tot drinkwater verwerkbaar) water, met inbegrip van de uitputting van toevallige toestromingen » (artikel 1, 5°, van het decreet van 30 april 1990, gewijzigd bij dat van 23 december 1993). Het zou niet redelijk verantwoord zijn het opvangen van groeewater dat de verzoekende vennootschappen vervolgens als oppervlaktewater laten aflopen, eventueel na klaring, verschillend te behandelen. De parafiscaliteit, die uitgaat van een streven naar solidariteit, sluit immers elke idee van systematische tegenprestatie uit en houdt geen rekening met het al dan niet nuttig karakter van de waterwinning, aangezien die de hoeveelheid grondwater vermindert. Mocht de decreetgever de winning van water afkomstig van toevallige toestromingen niet aan de winningsbelasting hebben onderworpen, dan zou hij een discriminatie in het leven hebben geroepen ten aanzien van de exploitanten van tot drinkwater verwerkbaar water, die als enigen de financiële gevolgen zouden hebben moeten dragen van de schade die ook door de exploitanten van niet tot drinkwater verwerkbaar water wordt veroorzaakt.

Hee dan ook, mocht het middel worden aanvaard, dan zou het slechts tot een gedeeltelijke vernietiging kunnen leiden.

*Antwoord van de verzoekende partijen**Over het middel dat gemeenschappelijk is aan beide beroepen**Ten aanzien van de winningsbelasting*

A.21. De stelling volgens welke de winningsbelasting een parafiscale maatregel zou zijn die niet onder de regeling van artikel 173 zou vallen en die aan die van artikel 170 van de Grondwet zou ontsnappen, kan niet in aanmerking worden genomen. Zelfs indien de opbrengst van een dergelijke maatregel, die geen heffing is, wordt toegewezen aan een bijzonder begrotingsfonds, is zij daarom niet minder een belasting (zie het arrest nr. 32/91 van het Hof).

A.22. Zowel in 1990 als in 1993 heeft de decreetgever als doelstelling gehad, naast de maatregelen bestemd om de waterverontreiniging tegen te gaan, een reeks preventieve maatregelen te nemen om de duurzaamheid, in een eerste stadium op kwalitatief vlak, in een tweede stadium op kwantitatief vlak, van de watervoorraden in het Waalse Gewest te verzekeren. Naar analogie met de belastingen op het lozen van industrieel en huishoudelijk water die het beginsel « de vervuiler betaalt » huldigen, passen de bepalingen van de decreten van 1990 en 1993 het principe « de gebruiker betaalt » toe door de consumenten die van die rijkdom gebruik maken en bijdragen tot de vermindering ervan, aan een heffing of een belasting te onderwerpen.

A.23. De aangevochten bepalingen voeren een discriminatie in tussen, enerzijds, hen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen, en, anderzijds, hen die tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen, hen die oppervlaktewater winnen en de privé-consumenten van water, doordat enkel de eerstgenoemden de winningsbelasting verschuldigd zijn. Rekening houdend met het doel van de wetgever, dat is beschreven in A.24, wordt dat verschil in behandeling niet verantwoord door objectieve en redelijke motieven.

A.24. Men mag de heffing en de winningsbelasting niet gelijkschakelen want die onderscheiden zich niet alleen door de aanwending ervan maar ook door hun aard. Degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen en de privé-consumenten van water zijn echter vergelijkbare categorieën doordat zij van het water gebruik maken en de voorraden ervan verminderen.

A.25. Het onderscheid tussen degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen en degenen die tot drinkwater verwerkbaar water, oppervlaktewater of grondwater, winnen, wordt niet verantwoord door de bijzondere aanwending van de winningsbelasting en de heffing. Bovendien kan het feit dat de winning van tot drinkwater verwerkbaar grondwater of oppervlaktewater aanleiding geeft tot het betalen van een heffing, niet verantwoord worden dat zij aan de betaling van een belasting ontsnapt.

A.26. Nu de winningsbelasting een belasting vormt, stond het aan de decreetgever het tarief ervan vast te stellen en de categorieën van waterwinning te bepalen die eraan zijn onderworpen. De aan de Waalse Regering gegeven machtiging schendt artikel 170, § 2, van de Grondwet. Aangezien de gelijkheidsregel niet in acht kan worden genomen indien de wetgever niet zelf de verschillende elementen van de belasting bepaalt, is het betwiste onderscheid onevenredig en schendt het de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Ten aanzien van de heffing

A.27. Reeds naar aanleiding van de heffing die bij het decreet van 30 april 1990 is ingesteld, had de afdeling wetgeving van de Raad van State doen opmerken dat zij niet het onmiddellijke, evenredige en specifieke karakter vertoonde dat eigen is aan de heffing. Hetzelfde geldt voor de heffing die bij het aangevochten decreet is ingesteld, maar de situatie is nog verergerd door de aan de Waalse Regering gegeven machtiging die de ontstentenis van de drie voormelde kenmerken accentueert. Die heffing moet dus als een belasting worden beschouwd.

A.28. Het is niet verantwoord dat enkel de winning van tot drinkwater verwerkbaar water aan een belasting wordt onderworpen, terwijl zowel degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater winnen als de privé-consumen de watervoorraden gebruiken en verminderen.

A.29. Om de in A.28 uiteengezette motieven is de maatregel onevenredig en schendt hij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

- B -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1. De Union wallonne des entreprises, verzoekende partij in de zaak met rolnummer 757, heeft onder meer als maatschappelijk doel de economische belangen van de industriële ondernemingen die een activiteit in Wallonië uitoefenen, te verdedigen. De coöperatieve vennootschap FEDIEX, eerste verzoekende partij in de zaak met rolnummer 758, heeft onder meer als maatschappelijk doel de economische belangen te verdedigen van de ondernemingen die onbrandbare gesteenten ontginnen en/of verwerken. Die twee verzoekende partijen doen blijken van een belang bij de vernietiging van de artikelen 7 en 8 van het aangevochten decreet, die sommige waterwinningen in het Waalse Gewest onderwerpen aan een heffing of een winningsbelasting.

B.2. De andere verzoekende partijen doen van hun belang bij de vernietiging van dezelfde artikelen blijken in zoverre die de winningsbelasting regelen die de winning van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater treft.

Volgens de bewoordingen van het decreet van 23 december 1993 kan de winning van water dat voortkomt uit toevallige toestromingen niet van de toepassingsfeer van het decreet worden uitgesloten. Integendeel, artikel 1, 5^o, van het decreet van 30 april 1990, zoals het is gewijzigd bij artikel 3 van het aangevochten decreet, neemt die winning uitdrukkelijk op in het begrip « waterwinning » en zij is niet vermeld in artikel 7, § 3, waarin de pompelingen die aan de heffing en de winningsbelasting ontsnappen, zijn opgesomd.

Die verzoekende partijen doen dus blijken van een belang bij hun beroep, zowel doordat zij vrijwillig aan waterwinning doen als doordat zij het groeewater afkomstig van toevallige toestromingen moeten evacueren.

Ten gronde

Ten aanzien van het enige middel van het beroep met rolnummer 757 en het eerste middel van het beroep met rolnummer 758

B.3. Het eerste onderdeel van het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat de aangevochten bepalingen enkel de « producenten van ander grondwater dan tot drinkwater verwerkbaar water » aan een winningsbelasting onderwerpen.

B.4. Het decreet van 30 april 1990 maakte elke « winning van tot drinkwater verwerkbaar water » afhankelijk van een jaarlijkse heffing van drie frank per kubieke meter opgevangen water, en het beoogde, naar luid van zijn artikel 1, 1^o :

« a) alle grondwater dat natuurlijk of na een aangepaste fysisch-chemische of microbiologische verwerking, water oplevert dat zonder gevaar voor de gezondheid kan worden gedronken;

b) alle gewoon oppervlaktewater dat wordt ingedeeld in een krachtens artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 over de bescherming van het oppervlaktewater en de uitvoeringsbesluiten ervan vastgestelde beschermingszone van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt ».

B.5. Bij artikel 3 van het aangevochten decreet van 23 december 1993 wordt het tot drinkwater verwerkbaar water gedefinieerd als « alle grond- of oppervlaktewater dat natuurlijk of na een aangepaste fysisch-chemische of microbiologische verwerking bestemd is voor voorziening met het oog op een veilig verbruik ».

B.6. Wordt voortaan aan de heffing onderworpen, niet meer het water dat in aanmerking kan komen om te worden verdeeld maar het water dat bestemd is om te worden verdeeld. Het water dat niet onder die definitie valt, wordt van zijn kant niet meer aan een heffing maar aan een winningsbelasting onderworpen. Het aangevochten decreet onderscheidt aldus twee categorieën van water die aan verschillende lasten worden onderworpen, terwijl het decreet van 30 april 1990 ze zonder onderscheid onderwierp aan dezelfde heffing van drie frank per kubieke meter.

B.7. De decreetgever heeft de besteding van de opbrengst van de twee maatregelen verschillend geregeld. De opbrengst van de heffing is bestemd voor een fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water waarvan de ontvangsten zullen dienen om de door het Gewest geleverde diensten te financieren ten einde de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het beschikbare water dat tot drinkwater kan worden verwerkt te waarborgen (artikel 5, §§ 1 en 2, nieuw). De opbrengst van de winningsbelasting is bestemd voor een fonds voor de bescherming van grondwater waarvan de ontvangsten zullen dienen om de middelen te financieren die het mogelijk moeten maken de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater te waarborgen (artikel 5, § 3, nieuw).

B.8. Het bij het aangevochten decreet ingevoerde onderscheid berust op een objectief criterium doordat het aan het tot drinkwater verwerkbaar water, het grondwater of het oppervlaktewater, een bijzondere behandeling voorbehoudt die verschilt van die welke van toepassing is op het niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater. Het is niet onredelijk de heffing op de eerstvermelde soorten water aan te wenden voor maatregelen die de kwaliteit en de kwantiteit ervan moeten waarborgen, terwijl de winningsbelasting op het laatstvermelde water zal dienen om het behoud van de kwantiteit ervan te waarborgen. Wat het bedrag van beide betreft, laat geen bepaling van het decreet toe te veronderstellen dat de ene ten aanzien van de andere onevenredig zou zijn. Artikel 4, § 2, eerste lid, bepaalt overigens dat het bedrag van de winningsbelasting dat van de heffing niet mag overschrijden.

In zoverre in het middel een discriminatie wordt aangeklaagd tussen degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen en degenen die tot drinkwater verwerkbaar water winnen, is het niet gegrond.

B.9. De verzoekende partijen beweren ook dat de aangevochten bepalingen twee categorieën van belastingplichtigen zonder redelijke verantwoording verschillend zouden behandelen : enerzijds, degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen; anderzijds, degenen die tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen, degenen die oppervlaktewater winnen en de privé-consumenten van water.

B.10.1. Met uitzondering van de privé-consumenten van water zijn de belastingplichtigen van elk van de voormelde categorieën onderworpen aan één van de twee bij het aangevochten decreet ingevoerde lasten. Dienen de enen weliswaar een heffing te betalen en de anderen een winningsbelasting, toch wordt dat verschil verantwoord door de in B.8 uiteengezette motieven.

B.10.2. De privé-consumenten van water doen, van hun kant, niet aan enige waterwinning, in de zin van artikel 1, 5°, van het aangevochten decreet. Verbruiken zij bovendien weliswaar water en dragen zij aldus bij tot een vermindering van de voorraden ervan, toch betalen zij, om dat water te kopen, een prijs waarin de door de verdelers van water gedragen lasten *normaliter* worden doorberekend. Er zijn dus, tussen de verbruikers van water en degenen die niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater winnen, objectieve verschillen die verantwoord zijn dat de eerste categorie ontsnapt aan de lasten waaraan de tweede categorie wordt onderworpen.

B.11. Het middel is in zijn eerste onderdeel niet gegrond.

B.12. In zijn tweede onderdeel is het middel afgeleid uit het feit dat, zowel wat de « heffing » als wat de « winningsbelasting » betreft, de machtiging die de Waalse Regering in staat stelt het tarief ervan vast te stellen en de erdoor belaste waterwinningen te bepalen, en die is voorgeschreven bij het nieuwe artikel 4, §§ 1 en 2, van het decreet van 30 april 1990, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met artikel 170, § 2, ervan, schendt.

B.13. Noch de in artikel 4, § 1, bedoelde « heffing », noch de in paragraaf 2 van die bepaling bedoelde « winningsbelasting » vormen de betaling van een dienst die door de overheid wordt geleverd ten voordele van de afzonderlijk beschouwde belastingplichtige. Zij zijn geen retributie, doch een belasting in de zin van artikel 170, § 2, van de Grondwet. Het feit dat de opbrengst van die inningen wordt aangewend voor fondsen die in het kader van de begroting van het Waalse Gewest worden aangelegd voor de verwezenlijking van de doelstellingen die in het decreet zijn beschreven, laat niet toe aan die inningen de hoedanigheid van een belasting te ontkennen.

B.14. Uit wat voorafgaat volgt dat de personen die aan de « heffing » en aan de « winningsbelasting » zijn onderworpen, een belasting verschuldigd zijn waarvan de vaststelling van de belastinggrondslag en het bedrag tijdens het decreet onder de bevoegdheid van de Waalse Regering ressorteren terwijl de andere belastingplichtigen zijn onderworpen aan belastingen waarvan het bedrag en de belastinggrondslag door de wetgever worden bepaald.

Tussen de verzoekende partijen en de andere belastingplichtigen bestaat dus een verschil in behandeling inzake de overheid die gemachtigd is om de belastinggrondslag en het bedrag van de belasting vast te stellen.

Voor een dergelijk verschil in behandeling kan geen verantwoording worden gevonden, rekening houdend met artikel 170 van de Grondwet, aangezien die bepaling, zonder uitzondering, iedere burger waarborgt dat hij niet zal worden onderworpen aan een belasting waarover niet is beslist door een beraadslagende vergadering die democratisch is verkozen.

B.15. Het middel is in zijn tweede onderdeel gegrond.

In het nieuwe artikel 4 dat bij artikel 7 van het aangevochten decreet van 23 december 1993 is ingevoegd in het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 1990 moeten bijgevolg in paragraaf 1 de woorden « stelt het bedrag van de heffing vast en » worden vermetigd, alsook de eerste zin van het tweede lid van paragraaf 2.

Ten aanzien van het tweede middel van het beroep met referentie 758

B.16. De aangevochten bepalingen onderwerpen alle waterwinningen aan de heffing of de winningsbelasting (artikel 4, §§ 1 en 2), dat wil zeggen elke « verrichting die bestaat in het winnen van water, met inbegrip van de uitputting van toevallige toestromingen » (artikel 1, 5°). Aangezien het decreet tot doel heeft de kwaliteit en de kwantiteit van het beschikbare water te beschermen, kon de wetgever, zonder het gelijkheidsbeginsel te schenden, de waterwinning belasten met de heffing en de winningsbelasting, zonder te onderscheiden of het water het voorwerp is van een definitieve of een voorlopige toewijding. Hij kon ook, zonder een onverantwoord voorrecht in te stellen, het pompen in bepaalde gevallen van elke belasting vrijstellen (artikel 4, § 3) omdat zij een deel van algemeen nut nastreven (1°), omdat zij van korte duur zijn (2°), omdat zij tijdelijk zijn en worden uitgevoerd ter gelegenheid van werken van burgerlijke bouwkunde (3°), omdat zij bestemd zijn om goederen te beschermen (4°) of omdat het gaat om geothermische pompingen bestemd voor de verwarming van bepaalde gebouwen (5°).

B.17. De grief van de verzoekende partijen komt hierop neer dat ook het pompen door exploitanten van steengroeven, die het door hen opgevangen groeewater afvoeren zonder het te gebruiken, zou moeten worden vrijgesteld.

B.18. De bij het decreet toegekende vrijstellingen hebben betrekking op het pompen dat zich van andere waterwinningen onderscheidt doordat het van beperkte duur is, uitgevoerd wordt met het oog op het algemeen belang, of bestemd is voor een gebruik - de verwarming - dat de decreetgever heeft willen bevorderen.

De vrijstelling van het pompen dat wordt uitgevoerd door een ontwateringsinstelling wordt evenwel geweigerd wanneer die instelling het water dat zij heeft opgevangen, verkoopt of verdeelt (artikel 4, § 3, 1°, *in fine*) en het pompen dat is bestemd om goederen te beschermen wordt niet meer vrijgesteld wanneer het wordt verricht voor industriële of winstgevendende doeleinden.

B.19. Zelfs wanneer het pompen door de steengroeven niet wordt verricht om het opgevangen water te verkopen of te verdelen, maakt het deel uit van een industriële activiteit en vermindert het een ondergrondse watervoorraad. Het beantwoordt niet aan de criteria die de in artikel 4, § 3, vermelde vrijstellingen verantwoordt. Overigens moet de opbrengst van de winningsbelasting het Waalse Gewest ertoe in staat stellen de « kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater » te waarborgen (toezicht, analyse, telling) en de maatregelen die daartoe zullen worden genomen hebben betrekking op alle soorten water, met inbegrip van het groeewater. De belasting beantwoordt aldus aan de gewettigde bekommernis om de totale omvang van de waterreserve zoveel mogelijk te bewaren.

B.20. Het blijkt niet dat de decreetgever, door aan de uitbaters van steengroeven niet de vrijstelling toe te kennen die hij aan andere types van activiteiten voorbehoudt, het gelijkheidsbeginsel heeft geschonden.

B.21. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt in artikel 4 van het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, zoals dat artikel is vervangen door artikel 7 van het decreet van 23 december 1993 tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 :

- in paragraaf 1, de woorden « stelt het bedrag van de heffing vast en »;
 - in paragraaf 2, tweede lid, de woorden « De waterwinningscategorien en het percentage van die winningsbelasting worden door de Regering vastgesteld »;
- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 september 1995.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 95 – 2866

[C – 21355]

Urteil Nr. 64/95 vom 13. September 1995

Geschäftsverzeichnissrn. 757 und 758

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Dezember 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, erhoben von der VoE Union wallonne des Entreprises und von der FEDIEX e.G. und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern L.P. Suetens, H. Boel, L. François, P. Martens, G. De Baeys, E. Cerexhe, H. Coremans und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 23. August 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. August 1994 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Dezember 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Februar 1994, erhoben von der VoE Union wallonne des entreprises, abgekürzt U.W.E., mit Vereinigungssitz in 5100 Jambes, avenue Gouverneur Bovesse 117.

Die Rechtssache wurde unter der Nummer 757 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 25. August 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. August 1994 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf teilweise Nichtigerklärung desselben Dekrets erhoben von

- der Fédération des industries extractives et transformatrices de roches non combustibles e.G., abgekürzt FEDIEX, mit Gesellschaftssitz in 1050 Brüssel, rue du Trône 61,
- der Carrières et fours à chaux d'Aisemont AG, mit Gesellschaftssitz in 5070 Aisemont, rue de Boudjasse 1, jetzt Carmeuse AG, mit Gesellschaftssitz in 5300 Seilles, rue du Château 13a,
- der Compagnie des ciments belges AG, abgekürzt C.C.B., mit Gesellschaftssitz in 7530 Tournai, Grand-Route 260,
- der Carrières et fours à chaux Dumont-Wautier AG, mit Gesellschaftssitz in 1342 Ottignies-Neulöwen, rue Charles Dubois 26, und
- der Gralex AG, mit Gesellschaftssitz in 1430 Quenast, rue du Faubourg 35.

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 25. August 1994 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof in den beiden Rechtssachen die Richter der jeweiligen Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 14. September 1994 hat der vollzählig tagende Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 27. September 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Verbindungsanordnung wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. September 1994.

Die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, hat mit am 14. November 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. November 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der klagenden Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnissnummer 757, mit am 22. Dezember 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- den klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnissnummer 758, mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 24. Januar 1995 hat der Hof in Anbetracht der Ruhestandsversetzung eines der Besetzung angehörenden französischsprachigen Richters die Besetzung um den Richter R. Henneuse ergänzt.

Durch Anordnungen vom 31. Januar 1995 und 4. Juli 1995 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 23. August 1995 bzw. 23. Februar 1996 verlängert.

Durch Anordnung vom 23. Februar 1995 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssachen dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom 16. Mai 1995 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 15. Juni 1995 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 17. Mai 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 15. Juni 1995

- erschienen

. RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA N. Weinstock, loco RA M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Die fraglichen Bestimmungen

Das angefochtene Dekret ändert die Überschrift des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser ab, das nunmehr « Dekret über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und von aufbereitem Wasser » heißt. Diese Erweiterung wirkt sich auf mehrere Bestimmungen des Dekrets vom 30. April 1990 aus. Die angefochtenen Bestimmungen betreffen folgende Abänderungen:

« Art. 7. Artikel 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 1. Die Entnahme von aufbereitem Wasser unterliegt einer jährlichen Gebühr. Die Regierung setzt den Betrag der Gebühr fest und bestimmt die Regeln über ihre Erhebung.

§ 2. Die andere Entnahme von Grundwasser unterliegt einer Entnahmeabgabe, deren Betrag nicht über den Betrag der Gebühr hinausgehen darf.

Die Kategorien in bezug auf die Wasserentnahme und der Satz dieser Entnahmeabgabe werden von der Regierung festgelegt. Die Regierung bestimmt die Regeln über die Erhebung der Entnahmeabgaben.

§ 3. Die Entnahme von Grundwasser unterliegt nicht den in § 1 erwähnten Gebühren bzw. der in § 2 erwähnten Entnahmeabgabe, wenn es dabei um folgende Arbeiten geht:

1° Pumparbeiten, die die Entwässerungsvereinigungen im Rahmen ihres Auftrags vornehmen, mit Ausnahme des Wasservolumens, das sie verkaufen bzw. das sie verteilen,

2° Pumpversuche, die nicht länger als zwei Monate dauern,

3° vorübergehende Pumparbeiten anlässlich öffentlicher oder privater Tiefbauarbeiten,

4° Pumparbeiten zum Schutz von Gütern, mit Ausnahme der Pumparbeiten zu industriellen oder Erwerbszwecken,

5° geothermische Pumparbeiten zur zentralen Beheizung von Wohnungen oder von öffentlichen Gebäuden.

Art. 8. Artikel 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 1. Die von der Region geleisteten Dienste sollen die Bewirtschaftung, die Gewinnung, die Überwachung des Wassers, die Präventivmaßnahmen gewährleisten und in allen Fällen die Beständigkeit der Güte und der Menge des verfügbaren aufbereiteten Wassers sichern.

§ 2. Das Aufkommen der in Artikel 4 § 1 erwähnten Gebühr wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz von aufbereitem Wasser zugeführt, der zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird.

Die Einnahmen des Fonds werden für die Finanzierung der Mittel verwendet, durch die das in § 1 vorliegenden Artikels bestimmte Ziel erreicht werden kann, und zwar:

- aufgrund von Programmen, die von den Einrichtungen für die Gewinnung von aufbereitem Wasser vorgeschlagen und von der Regierung genehmigt werden;

- aufgrund des von der Regierung bestimmten Programms.

§ 3. Das Aufkommen der in Artikel 4 § 2 erwähnten Entnahmeabgabe wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz von Grundwasser zugeführt, der zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird. Die Einnahmen des Fonds werden für die Finanzierung der Mittel bestimmt, durch die die Beständigkeit der Grundwassermenge gesichert werden kann.

Diese Mittel sind insbesondere:

1° die Systeme zur Überwachung des Wasservorkommens,

2° die Probenahmen und die Analysen zur Gewährleistung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse,

3° die Erfassung des Grundwasservorkommens der Region und die Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen und der gewonnenen Wassermengen,

4° die Ausgaben zur Erhebung der Einnahmen des Fonds. »

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Hinsichtlich der Zulässigkeit

Standpunkt der klagenden Parteien

A.1. Die VoE Union wallonne des entreprises, abgekürzt U.W.E., klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 757, vereinige die in Wallonien tätigen industriellen und nichtindustriellen Unternehmen. Ihr Vereinigungszweck bestehe unter anderem darin, die wirtschaftlichen Interessen dieser Unternehmen zu

vertreten. Das angefochtene Dekret sei so beschaffen, daß es die Betriebskosten jener Unternehmen, die bestimmte Wasserentnahmen durchführen würden und deshalb eine Gebühr bzw. eine Entnahmeabgabe zu entrichten hätten, erhöhe. Das Dekret tue somit den wirtschaftlichen Interessen dieser Unternehmen Abbruch.

A.2. Die vier klagenden Aktiengesellschaften in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 758 sowie die eingetragene Genossenschaft FEDiEX, die Unternehmen vereinige, welche unbrennbare Gesteine gewinnen bzw. verarbeiten, könnten teilweise unter die Anwendung der angefochtenen Bestimmungen fallen, und zwar nur dadurch, daß sie freiwillig eine bestimmte Menge unterirdischen Grubenwassers auffangen würden, um es zu verwenden, nicht aber dadurch, daß sie von Zufallszuflüssen herrührendes Grubenwasser ableiten müßten.

Standpunkt der Wallonischen Regierung

A.3. Die Klagen bezögen sich auf die Artikel 4 und 5 des Dekrets vom 30. April 1990 in der durch die Artikel 7 und 8 des angefochtenen Dekrets abgeänderten Fassung nur insofern, als diese die Entnahmeabgabe regeln würden. In den abgeänderten Bestimmungen des Dekrets vom 30. April 1990 würden sie also nur

- Artikel 4 § 2,
- in Artikel 4 § 3 die Wortfolge « bzw. der in § 2 erwähnten Entnahmeabgabe » und
- Artikel 5 § 3

betreffen.

A.4. Die klagenden Parteien würden weder aufzeigen noch sich erbieten, den Nachweis dafür zu erbringen, daß die von ihnen angefochtenen Bestimmungen ihre Situation in ungünstigem Sinne beeinflussen könnten. Dies könnten sie auch gar nicht, weil das angefochtene Dekret bestimme, daß die Entnahmeabgabe nicht über den Betrag der Gebühr hinausgehen dürfe, und weil generell das Dekret vom 23. Dezember 1993 die Situation, in der sich die klagenden Parteien unter der Geltung des Dekrets vom 30. April 1990 befunden hätten, nicht in ungünstigem Sinne ändere.

Erweiterung der klagenden Parteien

A.5. Die U.W.E., klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 757, beschränke ihre Klage nicht auf die Bestimmungen der Artikel 7 und 8 bezüglich der Entnahmeabgabe; sie stelle auch die durch diese Bestimmungen eingeführte Gebühr in Frage.

A.6. Die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 758 hätten nichts gegen die Beschränkung ihrer Klage auf die zu A.3 genannten Bestimmungen einzuwenden, allerdings unter Vorbehalt dessen, was sich bei der Prüfung der von ihnen dargelegten Klagegründe als notwendig erweisen sollte.

A.7. Im Gegensatz zu den Ausführungen der Wallonischen Regierung seien unter der Geltung des Dekrets vom 30. April 1990 nur die Wasserentnahmen im Hinblick auf die Versorgung zu Konsumzwecken mit der Gebühr belegt worden. Da das Dekret zum Zweck gehabt habe, die Beständigkeit der Güte des Grundwassers zu gewährleisten, hätten nur die Versorgungsunternehmen betroffen sein können. Unter den Mitgliedern der U.W.E. würden gewisse Unternehmen entweder der Gebühr oder der Entnahmeabgabe unterliegen, da ihre Tätigkeiten die Wasserentnahme voraussetzen bzw. erfordern würden, und zwar entweder im Hinblick auf den Verkauf des Wassers oder im Hinblick auf dessen Verwendung im Rahmen einer industriellen Tätigkeit.

A.8. Auch in der Annahme, daß unter der Geltung des Dekrets vom 30. April 1990 all diejenigen, die Grundwasser gewinnen, dazu gehalten gewesen seien, die Gebühr zu entrichten, sei immerhin festzuhalten, daß in Anbetracht der Ermächtigung, die das angefochtene Dekret der Wallonischen Regierung erteile, das System der Entnahmeabgabe sich von dem vorher geltenden Gebührensystem unterscheide. Das Gebührensystem selbst sei geändert worden, denn die Höhe der Gebühr müsse nunmehr von der Wallonischen Regierung festgesetzt werden, ohne daß ein Höchstbetrag vorgesehen sei.

A.9. Auf jeden Fall hätte die klagende Partei auch in der Annahme, daß das neue System günstiger sei als das bisherige, ein Interesse an seiner Nichtigerklärung, denn sie würde nicht zur Wiederherstellung der bisherigen Regelung führen, sondern zum Nichtvorhandensein jeglicher Besteuerung und eventuell zur Anwendung einer neuen, günstigeren Reglementierung.

A.10. In der Klage mit Geschäftsverzeichnisnummer 758 gehe aus der Antwort der Wallonischen Regierung auf den zweiten Klagegrund hervor, daß sowohl das freiwillige Auffangen von Grubenwasser als auch das Ableiten bzw. Abpumpen dieses Wassers, damit Zufallszuflüssen vorgebeugt oder abgeholfen werde, zur Anwendung der Entnahmeabgabe führen würde, wohingegen die klagenden Parteien ihr Interesse an einer teilweisen Nichtigerklärung aufgrund der Tatsache gerechtfertigt hätten, daß nur das freiwillige Auffangen zu Benutzungszwecken Anlaß zur Anwendung dieser Abgabe geben würde.

A.11. Dieser Auslegung werde durch die Vorarbeiten zum Dekret vom 30. April 1990 widersprochen; übrigens scheine dessen Anwendungsbereich nicht durch das angefochtene Dekret erweitert worden zu sein.

A.12. Die klagenden Parteien könnten auf jeden Fall durch die angefochtenen Bestimmungen betroffen werden, und zwar entweder deshalb, weil der Anwendungsbereich des Dekrets erweitert werde, oder entgegengesetztenfalls deshalb, weil die Entnahmeabgabe nicht als eine Gebühr aufgefaßt werde, sondern als eine parafiskalische Maßnahme, was bedeute, daß sie nicht mehr den Ausgleich für eine unentgeltliche und persönliche Dienstleistung darstelle. Außerdem werde die Festsetzung der Höhe der Abgabe dem Ermessen der Wallonischen Regierung anheimgestellt, wohingegen die Höhe der Gebühr auf drei Franken pro Kubikmeter gewonnenes Wasser festgesetzt gewesen sei. Schließlich sei das Interesse der klagenden Parteien aus denselben wie den zu A.9 genannten Gründen gerechtfertigt.

Zur Hauptsache

Standpunkt der klagenden Parteien

Einziger Klagegrund in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 757 und erster Klagegrund in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 758

A.13. Die angefochtenen Bestimmungen würden gegen die Artikel 10, 11 und 170 § 2 der Verfassung verstoßen, indem sie

« nur die Produzenten anderen als aufbereitbaren Grundwassers mit einer Entnahmeabgabe (belegen); indem (sie) die Entnahme aufbereitbaren Wassers mit ' jährlichen Gebühren ', die anderen Wasserentnahmen aber mit einer ' Entnahmeabgabe ' (belegen);

indem diese Gebühr und diese Entnahmeabgabe den Charakter einer Steuer haben und der Dekretgeber die Regierung dazu ermächtigt, die Höhe der Gebühr, die mit der Entnahmeabgabe belegten Wasserentnahmekategorien sowie den Satz dieser Entnahmeabgabe festzulegen;

wohingegen der Grundsatz der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots untersagt, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, ohne daß das Unterscheidungskriterium objektiv ist und in angemessener Weise gerechtfertigt werden kann; das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der zur Anwendung gebrachten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen;

wohingegen nicht die Gründe einzusehen sind, die rechtfertigen würden, daß nur bestimmte Steuerpflichtige, die Produzenten anderen als aufbereitbaren Grundwassers, mit einer Steuer belegt werden, nicht aber alle Steuerpflichtigen, insbesondere die Produzenten aufbereitbaren Wassers und die Wasserverbraucher; »

Zweiter Klagegrund in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 758

A.14. Wenn man davon ausgehen sollte, daß die Entnahmeabgabe sowohl auf das freiwillige Auffangen als auch auf das Abpumpen von Wasser, das von Zufallszuflüssen herrühre, Anwendung finde, so würden die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen,

« indem das angefochtene Dekret die Entnahme anderen als aufbereitbaren Grundwassers mit der Entnahmeabgabe belegt, ohne je nachdem zu unterscheiden, ob die Entnahme freiwillig erfolgt oder nicht. »

Standpunkt der Wallonischen Regierung

Bezüglich des den beiden Klagen gemeinsamen Klagegrunds

A.15. Der Hof könne nicht über den von einer Verletzung von Artikel 170 § 2 der Verfassung ausgehenden Klagegrund befinden, es sei denn es werde davon ausgegangen, daß diese Bestimmung nur als ein Element zur Beurteilung der verhältnismäßigen bzw. unverhältnismäßigen Beschaffenheit der beanstandeten Unterscheidung geltend gemacht werde.

A.16. Die angefochtenen Bestimmungen würden die Entnahme von nicht aufbereitablem Grundwasser besonderen Vorschriften - einer Entnahmeabgabe - unterwerfen, damit eine genauere Einhaltung des Spezialitätserfordernisses gewährleistet werde. Die Gebühr sei als eine Gegenleistung für die zur Erfüllung der in Artikel 5 § 1 des Dekrets vom 30. April 1990 festgelegten Zielsetzungen eingesetzten Mittel aufgefaßt worden. Die Entnahmeabgabe verfolge eine andere Zielsetzung, und zwar die Beständigkeit der Grundwassermenge. Der Gesetzgeber trage zur besseren Spezialisierung der Gebühr bei und berücksichtige somit das vom Staatsrat zum Entwurf des Dekrets vom 30. April 1990 abgegebene Gutachten, dem zufolge die Gebühr eine Steuer gewesen sei, da sie nicht den Ausgleich für eine dem Gebührenpflichtigen erbrachte Dienstleistung dargestellt habe.

Daraus ergebe sich, daß nur der Vergleich zwischen der Entnahme von aufbereitablem Wasser und der Entnahme von nicht aufbereitablem Grundwasser gerechtfertigt sei.

Der Vergleich sei übrigens nur insofern anzustellen, als den beiden Arten der Wasserentnahme finanzielle Lasten auferlegt würden, welche Einnahmen mit unterschiedlicher Zweckbestimmung hervorbringen würden.

A.17. Aus der in Artikel 1^{er} des Dekrets vom 30. April 1990 enthaltenen Definition des aufbereitbaren Wassers werde ersichtlich, daß der Behandlungsunterschied auf einem offensichtlich objektiven Kriterium beruhe.

A.18. Dieser Unterschied sei relevant, da das berücksichtigte Kriterium direkt von dem verfolgten Zweck hergeleitet worden sei, der nämlich in einer adäquateren Spezialisierung der finanziellen Lasten bestehe.

A.19. Schließlich könne nicht gefolgert werden, daß die angefochtenen Rechtsnormen unverhältnismäßig wären, indem die Höhe und die Bemessungsgrundlage der Entnahmeabgabe sowie der Gebühr von der Wallonischen Regierung festgesetzt werden müßten, was einen Vorstoß gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung darstellen würde. Das Argument entbehre der rechtlichen Grundlage, da die parafiskalische Erhebung weder eine Gebühr noch eine Steuer sei. Sie trage nicht zur Deckung der allgemeinen Ausgaben bei und stelle nicht das Entgelt für eine erbrachte Dienstleistung dar. Sie falle nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 170 § 2 der Verfassung.

Bezüglich des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 758

A.20. Die Wasserentnahme werde definiert als « das Entnehmen von (aufbereitablem) Wasser, einschließlich des Ausschöpfens der Zufallszuflüsse » (Artikel 1^{er} des Dekrets vom 30. April 1990 in der durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung). Es wäre nicht angemessen gerechtfertigt, das Auffangen von Grubenwasser, das die klagenden Gesellschaften anschließend als Oberflächenwasser - ggf. nach erfolgter Klärung - ableiten würden, unterschiedlich zu behandeln. Die Parafiskalität, die von einem Bemühen um Solidarität ausgehe, schließe nämlich jeden Gedanken der systematischen Gegenleistung aus und berücksichtige nicht den eventuellen Nutzen der Wasserentnahme, da diese die Grundwassermenge verringere. Wenn der Dekretgeber die Entnahmen von Wasser, das von Zufallszuflüssen herrühre, nicht mit der Entnahmeabgabe belegt hätte, so hätte er eine Diskriminierung ins Leben gerufen, und zwar gegenüber den Entnehmern von aufbereitablem Wasser, die als einzige die finanziellen Folgen des auch von den Entnehmern von nicht aufbereitablem Wasser verursachten Schadens hätten tragen müssen.

Auf jeden Fall könnte der Klagegrund, falls ihm stattgegeben werden sollte, nur zur teilweisen Nichtigerklärung führen.

Erwiderung der klagenden Parteien

Bezüglich des den beiden Klagen gemeinsamen Klagegrunds

Hinsichtlich der Entnahmeabgabe

A.21. Der These, der zufolge die Entnahmeabgabe eine parafiskalische Maßnahme sei, die nicht unter die Regelung von Artikel 173 falle und sich derjenigen von Artikel 170 der Verfassung entziehe, sei nicht beizupflichten. Auch wenn das Aufkommen einer solchen Maßnahme, bei der es sich nicht um eine Gebühr handle, einem besonderen Haushaltsfonds zugewiesen werde, so handle es sich immerhin um eine Steuer (siehe Urteil Nr. 32/91 des Hofes).

A.22. Sowohl 1990 als auch 1993 habe der Dekretgeber die Absicht verfolgt, neben den Maßnahmen zur Bekämpfung der Wasserverschmutzung eine Reihe präventiver Maßnahmen zu ergreifen, um die Beständigkeit der Güte und anschließend der Menge der Wasservorräte in der Wallonischen Region zu gewährleisten. Analog zu den Steuern auf das Ableiten von industriellen und häuslichen Abwässern, wobei vom « Verursacherprinzip » ausgegangen werde, würden die Bestimmungen der Dekrete von 1990 und 1993 das « Yerwenderprinzip » zur Anwendung bringen, indem die Verbraucher, die von diesem Reichtum Gebrauch machen und zu dessen Verringerung beitragen würden, mit einer Gebühr bzw. mit einer Abgabe belegt würden.

A.23. Die angefochtenen Bestimmungen würden eine Diskriminierung zwischen den Entnehmern von nicht aufbereitablem Grundwasser einerseits und den Entnehmern von aufbereitablem Grundwasser, den Entnehmern von Oberflächenwasser und den privaten Wasserverbrauchern andererseits einführen, indem nur erstere die Entnahmeabgabe zu entrichten hätten. Unter Berücksichtigung der vom Gesetzgeber verfolgten, zu A.24 dargelegten Zielsetzung werde dieser Behandlungsunterschied nicht durch objektive und angemessene Gründe gerechtfertigt.

A.24. Man dürfe nicht die Gebühr und die Entnahmeabgabe einander gleichsetzen, da sie sich nicht nur wegen ihres Verwendungszwecks sondern auch wegen ihrer Art voneinander unterscheiden würden. Die Entnehmer von nicht aufbereitablem Grundwasser und die privaten Wasserverbraucher würden jedoch vergleichbare Kategorien darstellen, indem sie Wasser benutzen und die Wasservorräte verringern würden.

A.25. Die Unterscheidung zwischen den Entnehmern von nicht aufbereitablem Grundwasser und den Entnehmern von aufbereitablem Wasser - Oberflächenwasser oder Grundwasser - werde nicht durch den besonderen Verwendungszweck der Entnahmeabgabe und der Gebühr gerechtfertigt. Außerdem könne der Umstand, daß die Entnahme von aufbereitablem Grundwasser oder Oberflächenwasser Anlaß zur Entrichtung einer Gebühr gebe, nicht rechtfertigen, daß sie sich der Entrichtung einer Steuer entziehe.

A.26. Da die Entnahmeabgabe eine Steuer darstelle, sei es Sache des Dekretgebers gewesen, den Satz festzulegen und die ihr unterworfenen Wasserentnahmekategorien zu bestimmen. Die der Wallonischen Regierung erteilte Ermächtigung verstoße gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung. Da die Gleichheitsregel nicht beachtet werden könne, wenn der Gesetzgeber nicht selbst die verschiedenen Elemente der Steuer festlege, sei die fragliche Unterscheidung unverhältnismäßig und verstoße sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Hinsichtlich der Gebühr

A.27. Bereits im Zusammenhang mit der durch das Dekret vom 30. April 1990 eingeführten Gebühr habe die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates darauf hingewiesen, daß sie nicht die unmittelbare, verhältnismäßige und spezifische Beschaffenheit aufweise, die einer Gebühr eigen sei. Das gleiche gelte für die durch das angefochtene Dekret eingeführte Gebühr, aber die Sachlage habe sich infolge der der Wallonischen Regierung erteilten Ermächtigung, durch welche das Nichtvorhandensein der drei vorgenannten Merkmale hervorgehoben werde, noch weiter verschlimmert. Diese Gebühr sei also als eine Steuer zu betrachten.

A.28. Es sei nicht gerechtfertigt, daß nur die Entnahme von aufbereitablem Wasser mit einer Steuer belegt werde, wohingegen sowohl die Entnehmer von nicht aufbereitablem Oberflächenwasser als auch die privaten Verbraucher die Wasservorräte benutzen und verringern würden.

A.29. Aus den zu A.28 dargelegten Gründen sei die Maßnahme unverhältnismäßig und verstoße sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

- B -

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1. Die Union wallonne des entreprises, klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 757, bezweckt unter anderem die Vertretung der wirtschaftlichen Interessen der in Wallonien tätigen Industrieunternehmen. Die eingetragene Genossenschaft FEDDEX, erste klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 758, bezweckt unter anderem die Vertretung der wirtschaftlichen Interessen der Unternehmen, die unbremsbare Gesteine gewinnen und/oder verarbeiten. Diese zwei klagenden Parteien weisen ein Interesse an der Nichtigerklärung der Artikel 7 und 8 des angefochtenen Dekrets auf, die bestimmte Wasserentnahmen in der Wallonischen Region mit einer Gebühr bzw. mit einer Entnahmeabgabe belegen.

B.2. Die übrigen klagenden Parteien weisen ihr Interesse an der Nichtigerklärung derselben Artikel auf, soweit diese die Entnahmeabgabe regeln, die sich auf die Entnahme von nicht aufbereitablem Grundwasser bezieht.

Laut der Formulierung des Dekrets vom 23. Dezember 1993 kann die Entnahme von auf Zufallszuflüssen zurückzuführendem Wasser nicht vom Anwendungsbereich des Dekrets ausgeschlossen werden. Im Gegenteil - Artikel 1 5° des Dekrets vom 30. April 1990 in der durch Artikel 3 des angefochtenen Dekrets abgeänderten Fassung nimmt diese Entnahme ausdrücklich in den Begriff « Wasserentnahme » auf, und sie wird nicht in Artikel 7 § 3 erwähnt, in dem die Pumparbeiten, die nicht der Gebühr bzw. der Entnahmeabgabe unterliegen, aufgeführt werden.

Diese klagenden Parteien weisen somit ein Interesse an ihrer Klage auf, und zwar sowohl insofern, als sie sich freiwillig mit der Wasserentnahme befassen, als auch insofern, als sie dazu veranlaßt werden, das von Zufallszuflüssen herrührende Grubenwasser abzuleiten.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 757 und des ersten Klagegrunds in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 758

B.3. Im ersten Teil des Klagegrunds wird von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgegangen, indem die angefochtenen Bestimmungen nur die « Produzenten von anderem als aufbereitablem Grundwasser » mit einer Entnahmeabgabe belegen.

B.4. Das Dekret vom 30. April 1990 machte jede « Entnahme von aufbereitablem Wasser » von einer jährlichen Gebühr in Höhe von drei Franken pro Kubikmeter gewonnenes Wasser abhängig und bezog sich laut seinem Artikel 1 1° auf

« a) alles Grundwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung Wasser hervorbringt, welches getrunken werden kann, ohne die Gesundheit zu gefährden;

b) alles gewöhnliche Oberflächenwasser, das in eine aufgrund von Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und seiner Anwendungserlasse errichtete Schutzzone für aufbereites Wasser eingestuft ist ».

B.5. Artikel 3 des angefochtenen Dekrets vom 23. Dezember 1993 definiert das aufbereitbare Wasser als « alles Grund- oder Oberflächenwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung verteilt werden soll, um getrunken zu werden, ohne die Gesundheit zu gefährden ».

B.6. Nunmehr unterliegt der Gebühr nicht mehr das Wasser, das für die Wasserversorgung in Frage kommen kann, sondern das Wasser, das für die Wasserversorgung bestimmt ist. Das nicht dieser Definition entsprechende Wasser unterliegt seinerseits nicht mehr einer Gebühr, sondern einer Entnahmeabgabe. Das angefochtene Dekret unterscheidet also zwischen zwei Kategorien von Wasser, die unterschiedlichen Lasten unterliegen, wohingegen das Dekret vom 30. April 1990 sie unterschiedslos mit derselben Gebühr in Höhe von drei Franken pro Kubikmeter belegte.

B.7. Der Dekretgeber hat die Verwendung des jeweiligen Aufkommens der beiden Maßnahmen unterschiedlich geregelt; das Aufkommen der Gebühr wird einem Fonds für den Schutz von aufbereitablem Wasser zugeführt, dessen Einnahmen für die Finanzierung der von der Region erbrachten Dienstleistungen verwendet wird, damit die Bestän-

digkeit der Güte und der Menge des verfügbaren aufbereitbaren Wassers gesichert wird (neuer Artikel 5 §§ 1 und 2). Das Aufkommen der Entnahmeabgabe wird einem Fonds für den Schutz von Grundwasser zugeführt, dessen Einnahmen für die Finanzierung der Mittel bestimmt werden, durch die die Beständigkeit der Grundwassermenge gesichert werden kann (neuer Artikel 5 § 3).

B.8. Die durch das angefochtene Dekret eingeführte Unterscheidung beruht auf einem objektiven Kriterium, indem es dem aufbereitbaren Wasser, dem Grundwasser oder dem Oberflächenwasser, eine besondere Behandlung vorbehält, die sich von derjenigen unterscheidet, die für das nicht aufbereitbare Grundwasser gilt. Es ist nicht unangemessen, die Gebühr, mit der ersteres belegt wird, für Maßnahmen anzuwenden, die seine Güte und Menge gewährleisten sollen, wohingegen die Entnahmeabgabe, mit der letzteres belegt wird, zur Sicherung seiner Menge dienen soll. Was die Höhe der beiden Erhebungen betrifft, berechtigt keine Bestimmung des Dekrets zur Annahme, daß die eine der anderen gegenüber unverhältnismäßig wäre. Artikel 4 § 2 Absatz 1 bestimmt übrigens, daß der Betrag der Entnahmeabgabe nicht über den Betrag der Gebühr hinausgehen darf.

Insofern, als im Klagegrund eine Diskriminierung zwischen den Entnehmern von nicht aufbereitem Grundwasser und den Entnehmern von aufbereitem Wasser beanstandet wird, ist er unbegründet.

B.9. Die klagenden Parteien behaupten ferner, daß die angefochtenen Bestimmungen zwei Kategorien von Steuerpflichtigen ohne angemessene Rechtfertigung unterschiedlich behandeln würden, und zwar einerseits die Entnehmer von nicht aufbereitem Grundwasser und andererseits die Entnehmer von aufbereitem Grundwasser, die Entnehmer von Oberflächenwasser und die privaten Wasserverbraucher.

B.10.1. Abgesehen von den privaten Wasserverbrauchern werden die Steuerpflichtigen von jeder der vorgenannten Kategorien mit einer der zwei durch das angefochtene Dekret eingeführten Lasten belegt. Wenngleich die einen eine Gebühr und die anderen eine Entnahmeabgabe zu entrichten haben, so wird diese Unterscheidung durch die zu B.8 dargelegten Gründe gerechtfertigt.

B.10.2. Die privaten Wasserverbraucher befassen sich ihrerseits nicht mit der Wasserentnahme im Sinne von Artikel 1 5° des angefochtenen Dekrets. Wenngleich sie außerdem zwar Wasser verbrauchen und somit zur Verringerung der Wasservorräte beitragen, so bezahlen sie immerhin beim Kauf dieses Wassers einen Preis, auf den die von den Wasserversorgungsunternehmen getragenen Lasten normalerweise aufgeschlagen werden. Es gibt also zwischen den Wasserverbrauchern und den Entnehmern von nicht aufbereitem Grundwasser objektive Unterschiede, die rechtfertigen, daß erstere nicht den Lasten unterliegen, mit denen letztere belegt werden.

B.11. Der Klagegrund ist in seinem ersten Teil unbegründet.

B.12. In seinem zweiten Teil geht der Klagegrund davon aus, daß sowohl hinsichtlich der « Gebühr » als auch hinsichtlich der « Entnahmeabgabe » die im neuen Artikel 4 §§ 1 und 2 des Dekrets vom 30. April 1990 vorgesehene Ermächtigung, die die Wallonische Regierung in die Lage versetzt, den entsprechenden Satz festzulegen und die Wasserentnahmen, die damit belegt werden, zu bestimmen, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 170 § 2 verstoßen würde.

B.13. Weder die in Artikel 4 § 1 vorgesehene « Gebühr » noch die in Paragraph 2 dieser Bestimmung vorgesehene « Entnahmeabgabe » stellt den Ausgleich für eine Dienstleistung dar, die die Behörden zugunsten des einzeln betrachteten Steuerpflichtigen erbringen. Sie sind kein Entgelt, sondern eine Steuer im Sinne von Artikel 170 § 2 der Verfassung. Der Umstand, daß das Aufkommen dieser Erhebungen für Fonds verwendet werden, die im Rahmen des Haushalts der Wallonischen Region für die Verwirklichung der im Dekret beschriebenen Zielsetzungen geschaffen werden, verhindert nicht, daß diese Erhebungen die Beschaffenheit einer Steuer besitzen.

B.14. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die Personen, die der « Gebühr » und der « Entnahmeabgabe » unterliegen, eine Steuer zu entrichten haben, bei der die Festsetzung der Bemessungsgrundlage und der Höhe nach dem Dekret zum Kompetenzbereich der Wallonischen Regierung gehört, wohingegen die übrigen Steuerpflichtigen mit Steuern belegt werden, deren Höhe und Bemessungsgrundlage vom Gesetzgeber festgesetzt werden.

Zwischen den klagenden Parteien und den übrigen Steuerpflichtigen gibt es also einen Behandlungsunterschied hinsichtlich der für die Festsetzung der Bemessungsgrundlage und der Höhe der Steuer zuständigen Behörde.

Ein solcher Behandlungsunterschied ist in Anbetracht von Artikel 170 der Verfassung nicht zu rechtfertigen, da diese Bestimmung ausnahmslos jedem Bürger gewährleistet, daß er mit keiner Steuer belegt wird, die nicht von einer demokratisch gewählten, beschließenden Versammlung beschlossen wurde.

B.15. Der Klagegrund ist in seinem zweiten Teil begründet.

Im neuen Artikel 4, der durch Artikel 7 des angefochtenen Dekrets vom 23. Dezember 1993 in das Dekret der Wallonischen Region vom 30. April 1990 eingefügt wurde, ist demzufolge in Paragraph 1 die Wortfolge « setzt den Betrag der Gebühr fest und » sowie der erste Satz von Absatz 2 von Paragraph 2 für nichtig zu erklären.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnissnummer 758

B.16. Die angefochtenen Bestimmungen belegen alle Wasserentnahmen mit der Gebühr bzw. mit der Entnahmeabgabe (Artikel 4 §§ 1 und 2), d.h. jedes « Entnehmen von Wasser, einschließlich des Ausschöpfens der Zufallszuflüsse » (Artikel 1 5°). Da das Dekret die Sicherung der Güte und Menge des verfügbaren Wassers bezweckt, konnte der Gesetzgeber, ohne den Gleichheitsgrundsatz zu mißachten, die Wasserentnahmen mit der Gebühr und der Entnahmeabgabe belegen, ohne je nachdem zu unterscheiden, ob das Wasser Gegenstand einer endgültigen oder einer vorläufigen Aneignung ist. Er konnte auch, ohne ein ungerechtfertigtes Vorrecht einzuführen, die Pumparbeiten von jeglicher Erhebung befreien (Artikel 4 § 3), weil sie einen gemeinnützigen Zweck verfolgen (1°), weil sie von kurzer Dauer sind (2°), weil sie vorübergehend und im Rahmen von Tiefbauarbeiten durchgeführt werden (3°), weil sie den Schutz von Gütern bezwecken (4°) oder weil es sich um geothermische Pumparbeiten zur Beheizung bestimmter Gebäude handelt (5°).

B.17. Der von den klagenden Parteien vorgebrachte Beschwerdegrund läuft darauf hinaus, daß auch Pumparbeiten befreit werden sollen, die von Betreibern von Steinbrüchen durchgeführt werden, die das von ihnen abgepumpte Wasser ableiten, ohne es zu benutzen.

B.18. Die durch das Dekret eingeräumten Befreiungen beziehen sich auf Pumparbeiten, die sich von anderen Wasserentnahmen dadurch unterscheiden, daß sie von kurzer Dauer sind, zu gemeinnützigen Zwecken durchgeführt werden oder für einen Verwendungszweck - die Beheizung - bestimmt sind, den der Dekretgeber hat fördern wollen.

Die Befreiung der von Entwässerungsvereinigungen durchgeführten Pumparbeiten wird jedoch nicht gewährt, wenn eine solche Einrichtung das von ihr gewonnene Wasser verkauft oder verteilt (Artikel 4 § 3 1° *in fine*), und die Pumparbeiten zum Schutz von Gütern sind nicht mehr befreit, wenn sie zu industriellen oder Erwerbszwecken durchgeführt werden.

B.19. Auch wenn die von Steinbrüchen vorgenommenen Pumparbeiten nicht zu dem Zweck durchgeführt werden, das gewonnene Wasser zu verkaufen oder zu verteilen, gehören sie zur Ausübung einer industriellen Tätigkeit und verringern sie den unterirdischen Wasservorrat. Sie entsprechen nicht den Kriterien, die die in Artikel 4 § 5 genannten Befreiungen rechtfertigen. Übrigens soll das Aufkommen der Entnahmeabgabe die Wallonische Region in die Lage versetzen, die « Beständigkeit der Grundwassermenge » zu sichern (Überwachung, Analyse, Erfassung), und die Maßnahmen, die dazu ergriffen werden sollen, beziehen sich auf alle Wasserarten, einschließlich des Grubenswassers. Die Steuer entspricht also dem legitimen Bemühen, den Gesamtumfang der Wasserreserven möglichst weitgehend aufrechtzuerhalten.

B.20. Es zeigt sich nicht, daß der Dekretgeber dadurch, daß er den Betreibern von Steinbrüchen nicht die Befreiung gewährt, die er anderen Arten von Tätigkeiten vorbehält, gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen hätte.

B.21. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Artikel 4 des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und von aufbereitem Wasser, so wie dieser Artikel durch Artikel 7 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 ersetzt wurde,

- in Paragraph 1 die Wortfolge « setzt den Betrag der Gebühr fest und »,

- in Paragraph 2 Absatz 2 die Wortfolge « Die Kategorien in bezug auf die Wasserentnahme und der Satz dieser Entnahmeabgabe werden von der Regierung festgelegt »

für nichtig;

weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. September 1995.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION – GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP – COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 95 – 2687

[B – C – 17953]

26 APRIL 1995. — Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de salarisschalen van het zelfstandig academisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 96, gewijzigd bij het decreet van 5 april 1995,

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, gegeven op 13 december 1994,

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De salarisschalen van het zelfstandig academisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt :

1° de voltijdse docenten genieten :

— vanaf 1 november 1994 een aanvangswedde van 1 194 793 frank, die achtereenvolgens, om de drie jaar, wordt opgevoerd tot 1 265 590 frank, 1 336 387 frank, 1 407 184 frank, 1 477 981 frank, 1 548 778 frank, 1 619 575 frank, 1 690 372 frank en 1 761 169 frank;

— vanaf 1 augustus 1995 een aanvangswedde van 1 206 741 frank, die achtereenvolgens, om de drie jaar, wordt opgevoerd tot 1 278 246 frank, 1 349 751 frank, 1 421 256 frank, 1 492 761 frank, 1 564 266 frank, 1 635 771 frank, 1 707 276 frank en 1 778 781 frank;

2° de deeltijdse docenten wier opdracht louter onderwijsactiviteiten omvat, genieten :

— vanaf 1 november 1994 een forfaitaire wedde berekend op grond van 149 348 frank per weekuur over het jaar in een onderwijs dat voorkomt op de door het universiteitsbestuur vastgestelde opleidingsprogramma, zonder dat zij minder dan 74 674 frank en meer dan 1 194 784 frank mogen ontvangen. De gedeelten beneden een kwartier per week over het jaar worden niet meegeteld;

— vanaf 1 augustus 1995 een forfaitaire wedde berekend op grond van 150 842 frank per weekuur over het jaar in een onderwijs dat voorkomt op de door het universiteitsbestuur vastgestelde opleidingsprogramma, zonder dat zij minder dan 75 421 frank en meer dan 1 206 736 frank mogen ontvangen. De gedeelten beneden een kwartier per week over het jaar worden niet meegeteld;

3° de voltijdse hoofddocenten genieten :

— vanaf 1 november 1994 een aanvangswedde van 1 368 196 frank, die achtereenvolgens, om de drie jaar, wordt opgevoerd tot 1 465 848 frank, 1 563 500 frank, 1 661 152 frank, 1 758 804 frank, 1 856 456 frank, 1 954 108 frank, 2 051 760 frank en 2 149 412 frank;

— vanaf 1 augustus 1995 een aanvangswedde van 1 381 878 frank, die achtereenvolgens, om de drie jaar, wordt opgevoerd tot 1 480 507 frank, 1 579 136 frank, 1 667 765 frank, 1 776 394 frank, 1 875 023 frank, 1 973 652 frank, 2 072 281 frank en 2 170 910 frank;